

Journée de réflexion

Inutiles au monde ?

La « grande misère » frappe à nouveau notre monde fragilisé par le recul de l'État providence et l'impact désocialisant de l'ultra-libéralisme. La mendicité en est un symptôme visible. Focalisant l'opinion médiatique qui l'ethnise, elle est un délit à Genève depuis le 29 janvier 2008. Il permet l'arrestation et la confiscation des aumônes reçues, ce que le Tribunal fédéral valide au nom du devoir de sécurité: « il y a un intérêt public certain à une réglementation de la mendicité, en vue de contenir les risques qui peuvent en résulter pour l'ordre, la sécurité et la tranquillité publique ». Cette criminalisation fait écho à la « police des pauvres » sous l'Ancien Régime. Jusque à la fin du Moyen-âge, envoyé du Christ, le mendiant légitime la charité personnelle. Son corps malade et ses haillons éprouvent la compassion chrétienne. À

partir du 16^e siècle, entre potence et pitié, son sort empire. L'absolutisme, l'économie marchande et le capitalisme désacralisent le mendiant « vicieux ». Pour tarir le « désordre de la mendicité », la charité privée est interdite. Privé de son statut évangélique, traqué par le « chasse-gueux », il devient « inutile au monde », « fainéant » et « dangereux ». Il colporterait les hérésies, la peste et le crime. La Cour des miracles est son repaire, la nuit son royaume. Les autorités séparent les « bons » et les « mauvais » pauvres. Victimes de la conjoncture économique, les premiers reçoivent la charité officielle. Paresseux et impies, les seconds sont enfermés en maison de correction – Amsterdam (1596), Genève (1631) – ou dans les working houses d'Angleterre. Pourtant, le « grand renfermement »

échoue. Au 18^e siècle, si de morale la misère devient sociale, la politique sécuritaire se durcit. En France, les mendiants valides sont mis aux galères puis dans des dépôts de mendicité (1767). Entre 1765 et 1775, 50 000 miséreux sont arrêtés annuellement. Cette répression alarme Jacques Necker. Il note qu'elle est inutile si l'État ne prévient pas les « sources » avec les « secours » et les « travaux publics ». Le ministre calviniste de Louis XVI pense déjà le droit social au travail, que ni la Révolution des droits de l'homme, ni l'État libéral du 19^e siècle ne sauront traduire en droit constitutionnel. ●

*Michel PORRET
Professeur d'histoire moderne,
université de Genève,
Département d'histoire générale,
Unité d'histoire moderne*

**PROGRAMME
9h-10h30**

Michel Porret, professeur d'Histoire moderne à la Faculté des Lettres (UNIGE), « **Les vies fragiles: pauvreté et contrôle social (Ancien régime et XIX siècle)** »; Margarita Sanchez-Mazas, professeur de Psychologie générale et sociale (UNIGE), « **Aide d'urgence: les effets pervers d'une charité légale** ».

11h-12h30

Iulia Hasdeu, maître assistant à l'Institut d'étude Genre (UNIGE): « **La mendicité Rom à Genève: réinvention du territoire et de la nation par la criminalisation et le stigmat** »; Claire Auzias, chercheur auxiliaire à Socius, ISEG, Lisbonne

14h15-15h45

Marie-Rose Blunschi Ackermann, volontaire permanente d'ATD Quart Monde, Directrice de l'Institut de formation aux relations humaines du Centre international Joseph Wresinski: « **Refuser la misère: un chemin de paix** »; Bernard Rordorf, professeur honoraire de la Faculté de Théologie. « **Faire entendre le cri de la misère** »

16h-17h

Projection du film « **On the Bowery** » de Lionel Rogosin

17h-18h

Table ronde en présence de: Bernard Bertossa, ancien procureur général de Genève, Dina Bazarbachi, avocate et membre du comité de Mesemrom, Dominique Froidevaux, directeur de Caritas Genève, Rafi Mihai, représentant de la communauté Rom



MENDICITÉ
L'AMENDE
OU
LA PITIÉ

Vendredi 2 mars 2012
Journée d'étude | Uni Bastions, salle B012

En décembre dernier, le lancement de la pétition demandant l'abrogation de la loi qui autorise la criminalisation de la mendicité a donné l'impulsion pour organiser une journée d'étude à l'Université de Genève intitulée « Mendicité – L'amende ou la pitié ? » à laquelle nous avons le plaisir de vous convier le 2 mars prochain à Uni Bastions. Cette journée, organisée par la COTMEC, Mesemrom, le Codap, Caritas-Genève et le Centre social protestant, est le fruit d'une collaboration avec le département d'Histoire générale de la Faculté des Lettres. Une occasion unique pour approfondir différents aspects de la mendicité, entre refus de la misère et criminalisation.

Continuez à soutenir notre action en signant la pétition jusqu'à la fin du mois de mars !

Abonnements 2012

ChèrEs AbonnésEs,

Il y a un peu plus d'une année, votre feuille jaune a perdu la subvention d'aide à la presse que la Poste suisse lui accordait. Ce, pour une histoire compliquée de suppression d'un (gros) montant alloué par la Confédération. Conséquences: les règles d'attribution de ladite subvention ont été drastiquement revisitées et la COTMEC s'en est vue privée. Résultat: nos frais postaux ont pris l'ascenseur, grimpant à près de 50%, soit environ 6000 francs, du montant habituellement dépensé! Une nouvelle donne qui nous contraint à renoncer à certains envois papiers et à davantage vous solliciter. Comme annoncé dans le numéro 331, le montant de l'abonnement annuel 2012 passe de 25 à 30 francs, soit une majoration de 50 centimes

La rédaction

Campagne de Carême 2012

Un projet, une voix

En juin prochain, les gouvernements du monde se réuniront dans la métropole brésilienne pour la conférence de Nations unies appelée « Rio+20 ». Au programme: le développement durable et l'avenir climatique de la planète. Il y a vingt ans, au désormais célèbre « Sommet de la terre » de Rio, les dirigeants ont pris des engagements en faveur du développement durable, notion devenue célèbre depuis. Aujourd'hui, le bilan est mitigé. L'équilibre entre l'économie, le social et l'écologie a du plomb dans l'aile...

Parvenir à l'égalité entre femmes et hommes est l'une des meilleures façons de lutter contre la pauvreté. C'est aussi l'objectif de la campagne œcuménique de carême de Pain pour le prochain et Action de Carême, en vue du Sommet « Rio+20 » qui va consacrer le concept d'économie verte – encore aveugle aux besoins spécifiques des femmes.

Pour atteindre cet objectif une des actions de la campagne œcuménique de carême sera de désigner parmi six projets d'entrepreneuses de pays du Sud, celui qui sera présenté lors de la conférence sur le développement durable « Rio+20 ».

Mardi 20 mars à 20h, à la maison des Associations de Genève 1, aura lieu une présentation de six projets d'entrepreneuses par le biais de petits films. A l'issue de la projection, des personnalités genevoises invitées pour l'occasion, auront trois minutes pour argumenter et persuader le public de voter pour « leur » projet. Ce vote viendra rejoindre ceux collectés par Internet et par cartes postales jusqu'au 9 avril, date à laquelle les résultats seront communiqués. Une représentante du projet qui aura obtenu le plus de voix se rendra

par numéro! Cette augmentation permettra de continuer à autofinancer l'impression et l'envoi du COTMEC-info, comme à maintenir les envois de solidarité au Sud comme au Nord!
Merci de penser à renouveler votre abonnement 2012!
Merci pour votre solidarité et votre fidélité. ●

Agenda

SOMMET DE RIO+20

Conférence sur les enjeux du Sommet de Rio+20 sur le développement durable qui se tiendra en juin 2012. Mercredi 29 février au soir à la maison des associations, 15 Rue des Savoises à Genève.

ECOFÉMINISME

Conférence sur le thème de l'écoféminisme, avec Yayo Herrero. Mercredi 7 mars à 20h à la maison des associations, 15 Rue des Savoises à Genève.

JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU

Débats, tables rondes et exposition à l'Université de Genève (Uni Dufour) les 20 et 21 mars 2012 à l'occasion de la journée mondiale de l'eau et de la tenue du 6ème forum mondial de l'eau à Marseille. En présence, notamment, de Dom Tomas Balduino et de Carlo Sommaruga.

CAMPAGNE DE CARÊME

Conférence sur les questions d'égalité entre hommes et femmes en lien avec le droit à l'alimentation. Mardi 20 mars au soir, à la maison des associations, 15 Rue des Savoises à Genève.

MENDICITÉ: L'AMENDE OU LA PITIÉ

Journée d'étude sur la mendicité, aujourd'hui interdite à Genève. Que signifie cette criminalisation au regard du message de la Bible, et au regard de l'exigence démocratique? En présence, notamment, de Michel Porret, Iulia Hasdeu, Bernard Rordorf et Dominique Froidevaux. Vendredi 2 mars de 9h à 18h, Université de Genève (Uni Bastion, salle B012).

à la conférence « Rio+20 » en tant que porte-parole des pays du Sud. N'oubliez pas d'aller voter! ●

Georges Deshusses

1. Maison des Associations, 15 rue des Savoises, Genève

**JAB
1200 Genève 2**

Cotmec – Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tél. 022 708 00 78
info@cotmec.ch, www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1

Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Genève
Maquette: Pascale Castella
Mise en page: Simone Kaspar de Pont



Edito

Nom de nom...

Récemment invitée à présenter la COTMEC à des étudiant-e-s de l'Université de Genève, j'ai eu l'occasion d'expérimenter ce que l'évolution du langage véhicule en termes de représentations socioculturelles. Notre Commission nous est aussi familière sous son acronyme que l'est celui de DB¹, PPP² ou AdC³. Reste que ces quelques lettres sont représentatives du chemin parcouru et de l'inscription dans la réalité d'une époque. « Pourquoi « Tiers Monde » ? », me demande-t-on innocemment. Me voici donc chargée de survoler une période de 40 ans d'histoire. Ce tiers exclu dans le monde d'il y a 40 ans n'a pas trouvé sa place comme on l'espérait à l'époque. Avec l'avènement de la mondialisation on parle aujourd'hui plus volontiers du Sud global: les problèmes du Sud se retrouvent au Nord comme à l'Est, sans plus de divisions géographiques. Terminée la lecture dichotomique du monde qui opposait sans discussion « ces pays-là » à un « nous » en croissance et donné comme modèle. On parle désormais du formidable essor économique des « pays émergents », et ce sont des pays plus proches de nous géographiquement qui sont l'objet de soins particuliers. Ce n'est pas le traitement réservé à nos voisins grecs qui le démentira. Il flotte comme un parfum de plan d'ajustement structurel qui peine à cacher son nom, celui-là même dont on dénonçait les méfaits au « Sud » il y dix ans déjà... Un conseil: procurez-vous rapidement La Dette ou la Vie⁴ d'Eric Toussaint du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde. Eh oui, encore une association agissant sous l'appellation de « Tiers Monde » dans une Europe en prise avec son « Quart Monde ». Un livre nécessaire à la compréhension des rouages de la dette. Postulons que ce n'est pas par un simple concours de circonstances s'il a été publié en mai 2011.

Pour revenir à notre nom, vous vous souvenez peut-être qu'il y a quelques années, notre Commission avait entamé la réflexion autour de son changement. Nous nous étions aventurés jusqu'à vous solliciter par le biais d'un concours d'idées. Puis, le chantier a été stoppé, vu le contexte difficile dans lequel la COTMEC évoluait. En ce moment, avec un horizon assez dégagé, nous pouvons envisager de remettre l'ouvrage sur le métier, ou d'admettre simplement qu'il y a des « Tiers Mondes » partout qui justifient notre mandat et fédèrent la communauté de la COTMEC. ●

Martyna Olivet

1,2,3: respectivement Déclaration de Berne, Pain pour le prochain et Action de Carême.

4: La Dette ou la Vie, ouvrage collectif sous la direction de Damien Millet et Eric Toussaint, CADTM, Liège, 2011, 384 pages.

Eclairage

Passerelle

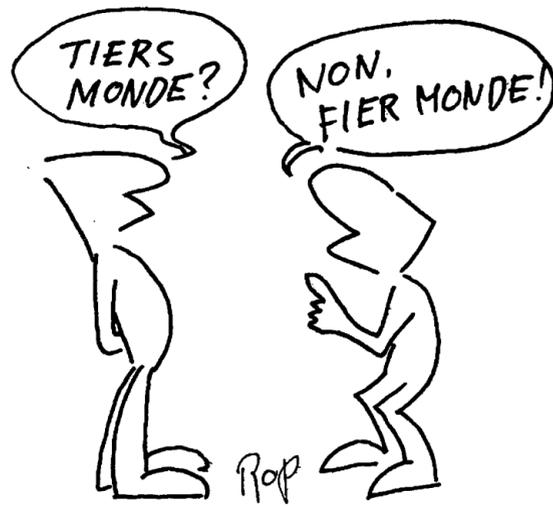
« Passerelle ». Un mot qui résonne très fort à la COTMEC. Chez moi, il évoque d'abord la « Passerelle des Neiges » de Fribourg, un tablier de bois suspendu par un câble au-dessus des flots pas trop impétueux de la Sarine. Collégiens, nous nous amusions à le faire balancer, quand nous passions de la ville haute à la « Basse » qui en ces temps lointains baignait dans la misère. Membres d'une Conférence St. Vincent, nous allions visiter les pauvres d'en-bas et leur apportions avec nos « bonnes paroles » des pâtes alimentaires.

Je m'associe à votre indignation contre ce paternalisme désuet, d'autant plus insultant qu'il émanait de freluquets de notre âge. Mais avons-nous fait mieux depuis? J'ai connu la vague des « voyages-partages ». Des jeunes au sortir d'une maturité ou d'un apprentissage se faisaient recevoir deux ou trois mois par une « mission » d'outre-mer et prêtaient leur concours au dispensaire ou à la construction d'une chapelle. Puis, advint toute la gamme séculière et sécularisée de stages de longue durée, effectués par des professionnels « volontaires » qui apportaient aux pauvres du Sud leur savoir faire et recevaient en retour des témoignages d'humanité et d'amitié qui valaient bien leurs prouesses techniques.

Mais était-ce un échange? La passerelle n'était-elle pas à sens unique? Bien sûr, beaucoup d'étudiants africains ont passé dans nos universités, même si nous avons gardé les meilleurs à notre usage. Dans nos paroisses des prêtres congolais ou rwandais remplacent les nôtres qui font défaut. Mais a-t-on jamais vu des paysans angolais ou tchadiens « échanger » avec nos fermiers du Gros de Vaud ou du Seeland, sans être leurs domestiques? C'est plutôt un « vol spécial » qui les attend, s'il leur venait la fantaisie de franchir la fameuse passerelle, hermétiquement verrouillée de leur côté.

Quant aux « bolzes » de la « Basse », ils ont été contraints de quitter leurs logis délabrés pour laisser place à des appartements de haut standing qu'ils ne pouvaient louer. Curieux échange, en vérité! ●

Guy Musy



(Illustration de la page 1)

Promotion de la paix

Livré au terrain !

Le livre «Dépasser la haine, construire la paix», co-publié par la COTMEC, Eirene Suisse et les Éditions d'en bas, est paru le 10 novembre dernier. Réunissant les témoignages d'une vingtaine de personnes agissant au quotidien en faveur de la paix dans la région des Grands Lacs africains (Rwanda, Kivu/République démocratique du Congo et Burundi), ainsi que le travail de deux artistes suisses, cet ouvrage donne à réfléchir sur les clivages et la haine qui déchirent cette région... comme l'humanité en général. Véritable outil de promotion de la paix, il accorde une place centrale au témoignage: le partage du vécu de chacun est une étape décisive dans la création du lien de confiance qui permet de voir en l'Autre un allié, avec qui il est possible de négocier.

Le livre a reçu un accueil très favorable de la part des médias romands qui en ont fait un large écho. Laurien Ntezimana et Jean-Pierre Kabirigi, deux témoins venus du Rwanda pour le lancement ont eu, à plusieurs reprises, l'occasion de présenter la démarche à différents publics

et de participer à des émissions de radios. Mais le projet ne s'arrête pas en Suisse! Parce que la France et la Belgique partagent une histoire intime avec la région des Grands Lacs, et accueillent de grandes communautés congolaises, rwandaises et burundaises, le livre y est également diffusé.

Début mars, ce sera au tour de la région d'origine des témoins d'accueillir le projet. Durant trois jours, un colloque se tiendra à Bujumbura, au Burundi, sur le thème «Dépasser la haine, construire la paix: quelles pratiques de terrain dans les Grands Lacs?». Ce colloque, à forte dimension régionale et intercommunautaire, réunira à la fois des membres des autorités locales et des représentants de la société civile. Son objectif premier est de promouvoir les bonnes pratiques en matière de promotion de la paix au niveau régional, en favorisant les synergies entre les différents acteurs. Ce sera aussi l'occasion de présenter et de diffuser le livre dans la région, afin qu'il puisse être adopté sur le terrain comme outil de promotion de la paix. ●

Patrick Matthey

Communication non violente

Un outil pour la paix

Michel Monod, pasteur genevois à la retraite, s'est spécialisé dans la pratique de la communication non violente selon les principes de Marshall Rosenberg. Rompu à cette approche, il est devenu formateur et l'enseigne, depuis une dizaine d'années, dans plusieurs pays d'Afrique francophone. En 2010, Michel Monod est invité par Patrick Edou, prêtre au Gabon et président du réseau Foi, culture et éducation, une association d'étudiants catholiques d'Afrique Centrale. Suite à ses interventions, des étudiants sensibilisés à cette démarche lui font part de leur souhait d'en faire bénéficier leurs collègues d'université. Ils sont convaincus que cette approche peut contribuer à pacifier des rapports souvent tendus. Toutefois, ces étudiants se heurtent à la difficulté de financer la logistique d'une telle formation (location d'une salle, photocopies, transport, etc.). Michel Monod, vers qui les membres du réseau se sont tournés, cherche désormais à les soutenir, car, selon ses propos « quand je vois que des étudiants africains se proposent de diffuser dans les universités la communication pacifique et me demandent de les aider, je suis vivement interpellé car j'aimerais favoriser ces initiatives pour faciliter le dialogue entre étudiants et enrichir leurs capacités originales pour gérer les conflits. Je voudrais pouvoir répondre à leur attente car les étudiants d'aujourd'hui seront les responsables de demain. » Vous pouvez contacter Michel Monod par email (mmonod@genevalink.ch) ou demander ses coordonnées à la COTMEC. ●

MO



Campagne œcuménique 2012

Plus d'égalité, moins de faim

Avec ce slogan, la campagne œcuménique du carême 2012 montre que la justice dans les rapports entre hommes et femmes est essentielle pour diminuer la faim dans le monde et pour assurer à l'humanité un authentique développement durable.

Joseph, exilé en Egypte, devient un homme puissant. Il conseille le Pharaon en matière de politique économique. Il lui propose d'accumuler des réserves pendant les années d'abondance afin de pouvoir en disposer pendant les années de disette. Quand la famine surgit, Joseph vend les réserves accumulées jusqu'à réduire les Egyptiens en esclavage.

Cette histoire (Gn 41 et 47) est la parfaite illustration d'un pouvoir impérialiste. Une autre histoire est possible. Le prophète Elisée demande à la veuve, acculée à donner l'un de ses fils en esclave à un créancier, d'emprunter des jarres vides à ses voisines et de les remplir d'huile avec le peu qui lui en reste. Tous les vases remplis, elle peut les vendre pour payer la dette (2 Rois 4, 1-7). Dans ce récit, il est question de partage des ressources pour se libérer de l'esclavage.

Ces deux textes bibliques, proposés à la réflexion par Elaine Neuenfeldt, théologienne brésilienne luthérienne, introduisent un thème de la campagne œcuménique 2012 d'Action de Carême, Pain pour le prochain en collaboration avec Etre partenaires (Info-campagne 2012, pages 4-6, disponible au secrétariat d'Action de Carême 021 617 88 81). Cette confrontation permet de souligner que diminuer la faim dans le monde passe par un partage du pouvoir et des ressources, non par le contrôle et l'accumulation.

Travail à reconnaître

La campagne œcuménique met le doigt sur le partage du pouvoir, spécifiquement entre hommes et femmes. A l'approche de Rio+20, la conférence qui fera le point en juin prochain sur vingt ans du développement durable, elle souligne l'importance de la dimension sociale du développement durable. Là réside la question du partage des ressources et de leur contrôle.

Les femmes gèrent une grande partie des ressources nécessaires à la vie. Elles effectuent l'essentiel des travaux domestiques, des soins aux enfants, aux malades et aux personnes âgées. Dans les pays du Sud, elles en assument encore davantage, en l'absence de services sociaux, éducatifs et sanitaires efficaces. Elles produisent également une grande partie de l'alimentation consommée directement dans leur ménage ou leur village. Ce travail n'étant pas rémunéré, il n'apparaît pas dans les statistiques économiques. De surcroît, l'accès aux moyens de production que sont l'eau, la terre et les semences leur échappe en grande partie.

Voix des femmes à Rio

Pour corriger cet état de fait, les femmes doivent élever la voix et participer de manière effective aux prises de décisions. Action de Carême le fait en soutenant spécifiquement des projets qui donnent une place importante aux femmes. Avec Pain pour le prochain, elle lance l'action « A voice in Rio » menée dans le cadre de la campagne œcuménique. Cette action présente six projets portés par des femmes. Via Facebook, le site Internet www.droitalimentation.ch ou le talon-réponse du calendrier de carême, vous pouvez donner une voix à celui que vous souhaitez envoyer comme porte-parole des autres à la conférence de Rio pour signifier, dans le cadre d'événements parallèles organisés par la société civile, qu'il faut prendre en compte tout ce travail invisible si l'on veut vraiment bâtir un développement durable.

Merci de participer à la campagne œcuménique et de soutenir Action de Carême. ●

Jean-Claude Huot, secrétaire romand d'Action de Carême

Campagne œcuménique 2012

« A Voice in Rio » : donnez votre voix à une femme du Sud !

Cette année, à l'occasion des soupes de Carême et autres actions de la campagne œcuménique, votez pour le projet et la femme qui font battre votre cœur ! La gagnante pourra faire entendre sa voix au sommet sur le développement durable de « Rio+20 ».

Pain pour le prochain et Action de Carême soutiennent plusieurs projets de lutte contre le changement climatique et la faim dans les pays en développement. Nous en avons retenu six, portés par autant de femmes en Afrique, Asie et Amérique latine. L'engagement de toutes ces battantes nous passionne, mais hélas, une seule aura la possibilité

d'aller le présenter à « Rio+20 », le sommet sur le développement durable qui va se tenir dans la métropole brésilienne en juin prochain. Laquelle ? A vous de choisir !

Etes-vous convaincu par la pugnacité de Rocío Bedoya, cette cheffe d'entreprise colombienne, elle-même déplacée par la guerre civile, qui a décidé de dire non à la misère en soutenant les femmes entrepreneuses pour qu'elles puissent subvenir toutes seules à leurs besoins ? Ou peut-être vous sentez-vous plus proche de la cause de Lisete Aleixo, cette paysanne brésilienne qui cultive ananas, noix de cajou et baies d'açaï bio en pleine forêt vierge d'Amazonie pour ne jamais être obligée de quitter sa terre natale. A moins que votre cœur ne penche pour Natalie Tamo, jeune ingénieure agronome camerounaise qui apprend aux paysans et paysannes à fabriquer du compost bio à partir de fumier animal – une façon de développer des synergies entre élevage et culture de la terre.

Ou alors est-ce le combat de Coumba Sall qui vous enflamme ? Grâce à une formation en culture biologique et élevage de volaille, cette petite paysanne sénégalaise a permis à tout un village de ne plus souffrir de la période de soudure, la saison des pluies qui va de juin à octobre. C'est le moment où rien ne pousse et lors duquel les paysans qui n'ont pas de sources alternatives de revenu souffrent le plus gravement de la faim. Ou alors voulez-vous apporter votre soutien à Fidelina Bagus-Yana, une pêcheuse philippine qui se bat corps et âme contre la surexploitation de la baie d'Hinatuan en faisant de la culture bio et en transmettant son savoir-faire aux autres femmes de pêcheurs ? A moins que vous ne préfériez appuyer Salamatou Gazéré Dotia, une syndicaliste béninoise qui, pendant la saison sèche, forme les femmes à la gestion du ménage, la culture biologique et la résolution des conflits.

Entre ces six femmes votre cœur balance ? Difficile de choisir, en effet... Pourtant, une seule va pouvoir faire le voyage à Rio, mais pour faire entendre la voix de toutes les autres aussi ! A vos stylos donc, ou rendez-vous sur www.droitalimentation.ch ou www.facebook.com/voiceinrio à partir du 26 février 2012. ●

Isolda Agazzi, Pain pour le prochain



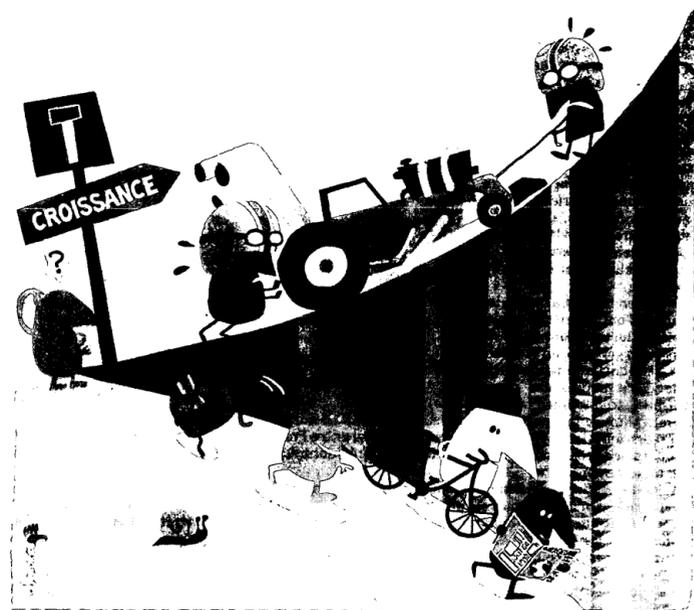
Recension

L'économie et le sens de la vie

«La croissance renvoie à la grandeur. Elle pointe vers un vaste horizon de sens et cheminer sans cesse vers cet horizon fait partie de la capacité d'infini qui nous habite», écrit Christian Arnspurger, dans les premières pages d'un ouvrage intitulé «L'homme économique et le sens de la vie». Encore ne faut-il pas se tromper d'infini, ce qui est le cas du système capitaliste «qui ne sait combattre la menace de la misère que par la fuite dans l'opulence. Trop de production et de consommation nuisent autant à l'être humain que trop peu», affirme l'auteur, professeur à l'Université de Louvain.

Nos sociétés sont immergées dans une culture qui engendre des êtres tiraillés entre un «capitaliste intérieur» et un «alternatif intérieur». Un capitalisme qui est «une réponse à notre peur de la mort». L'accumulation perpétuelle, le productivisme et le consumérisme ont été inventés pour nous assurer contre la fragilité de notre corps et de notre psychisme. Cependant, la croissance quantitative s'accompagne de plus en plus de phénomènes de détérioration qualitative et de la stagnation, voire de la diminution, du sentiment de bien-être personnel. «Obligés de nous enrichir matériellement et financièrement, nous nous appauvrissons existentiellement».

D'où cette obligation vient-elle? Justement du capitalisme, mécanisme dont la finalité est de perpétuer la puissance des acteurs économiques les mieux placés. Au cœur de ce mécanisme, démontre Christian Arnspurger, la croissance constitue un impératif. Alors que notre «alternatif intérieur», celui au moins des individus qui «désirent mener une existence paisible et matériellement modeste», cherche à échapper à cet emprisonnement.



La croissance versus la décroissance illustrée par Colcanopa

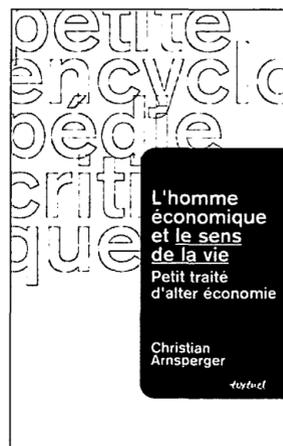
La capacité de nous déconditionner

Est-ce possible? Christian Arnspurger se dit convaincu que nous avons la capacité de nous déconditionner, mais pour cela, avertit-il, «le citoyen alter-économique doit comprendre à quelle profondeur psychologique et culturelle travailler» pour déraciner les angoisses qui sont à la base du capitalisme. Il fait appel à Ivan Illich et à Gandhi pour nous convaincre que «tous les meubles et autres articles que nous continuons à collectionner ne nous donneront jamais la force intérieure. Ils sont les béquilles d'un estropié. Plus nous possédons de telles commodités, plus notre dépendance à leur égard s'accroît et notre existence devient étriquée».

Il faut donc «un progrès spirituel par lequel nous cessons de nous tromper d'infini», afin d'établir un équilibre où suffisamment ne rime plus avec pas assez et où l'angoisse du trop peu n'engendre pas une course vers le trop. Un tel changement personnel doit être mené de front avec une transition économique qui implique

une certaine frugalité et dont l'auteur de cet ouvrage bref mais profond décrit les premiers pas. ●
Michel Bavarel

1 «Petit traité d'alter-économie», Éditions Textuel, Paris 2011



Colloque

L'amende ou la pitié

Avec Mesemrom, la COTMEC met sur pied, durant le mois de mars, plusieurs événements autour des enjeux liés à la présence des Roms à Genève et à la mendicité. C'est ainsi qu'une journée d'étude sur ce thème, organisée à l'Université le vendredi 2 par l'Institut romand de systématique et d'éthique, a attiré un nombreux public.

Cette journée a d'abord permis, grâce au professeur Michel Porret, de replacer la question de la mendicité des Roms – et de son interdiction – à la suite d'une longue histoire, celle de notre relation avec les pauvres. Jusqu'à la fin du Moyen-Âge, ceux-ci bénéficiaient de la charité chrétienne

et étaient revêtus d'un caractère sacré. Un statut qui disparut au 16^e siècle avec l'avènement de la société marchande. Celle-ci ne vit plus en eux que des êtres inutiles, fainéants, vicieux et dangereux. On chercha à les contrôler, les enferma dans des «maisons de discipline», les contraignit au travail forcé... Avec les Lumières, les pauvres deviennent l'objet d'un traitement social et reçoivent une assistance. Cependant – et c'est de nouveau le cas aujourd'hui notamment à Genève – la mendicité est réprimée.

La présence des Roms chez nous survient également dans le sillage d'une épopée vieille d'une dizaine de siècles, nous ont dit Claire Auzias et Iulia Hasdeu. Des linguistes ont déterminé que leur langue est parente de l'hindi. Ils auraient quitté l'Inde au tournant du premier millénaire et se seraient répandus dans diverses régions du Moyen-Orient et d'Occident. Ils ont été réduits en esclavage dans l'Empire ottoman, esclavage qui n'a été aboli en Roumanie qu'en 1848. Ils constituent un peuple «a-territorial» qui a la volonté de maintenir sa civilisation au milieu d'autres civilisations. Toutes les classes sociales sont représentées parmi eux et la mendicité n'est qu'un pis-aller pour les moins bien formés, faute d'autre choix.

Réhabiliter la pitié

Avec Bernard Rordorf, on s'est interrogé sur notre attitude envers les Roms qui mendient dans nos rues ou devant nos églises. Le théologien protestant a plaidé pour une réhabilitation de la pitié, une pitié authentique et non pas descendante, une pitié qui conduit à se mettre à la place de l'autre. «Le cri de la misère ne retentit pas dans le vide, parce que Dieu l'accueille. Et ce cri nous interroge», dit l'orateur. Nous ne devons pas nous résigner à la présence des pauvres et encore moins leur enseigner la résignation, mais transformer notre pitié «en imagination du possible», conclut-il.

Le débat qui mit fin à la journée – durant laquelle on entendit encore d'autres orateurs – tourna autour d'une intervention de François Dermange, professeur à la Faculté de théologie : la loi interdisant la mendicité, argumenta-t-il, oblige la société à chercher d'autres solutions. Le problème, lui fut-il répondu, c'est que les

Agenda

ANNIVERSAIRE DU MCI

Le Mouvement pour la coopération internationale (MCI) fête cette année un demi-siècle d'engagement dans la coopération avec le Sud: une étape qui interpelle et qu'il convient de célébrer. Le MCI souhaite profiter de cette occasion pour dresser un bilan de son action et, sur la base de son expérience alimenter le débat sur le devenir de l'action d'organisations comme le MCI dans le contexte actuel. Il le réalisera au travers de l'organisation de débats publics, mais aussi d'ateliers et de carrefours avec les partenaires du Sud, d'une exposition et d'un travail de capitalisation. Pour l'heure, nous vous donnons rendez-vous le 19 avril prochain à la Maison des Associations de Genève pour une soirée sur le thème Révolution, libération, coopération? Au cours de laquelle plusieurs intervenants du Sud prendront la parole. A noter que ce débat souhaite faire le point, de la perspective des Etats, de la société civile et des ONGs de développement sur l'influence de la Conférence de Bandung (1955) qui a favorisé la marche vers l'indépendance de nombreux territoires sous domination coloniale et l'émergence de mouvements de libération nationale.
19 avril à 20h, Salle Carson / Maison des Associations, 15, rue des Savoises à Genève

promoteurs de cette loi ne proposent rien qui aille dans ce sens. Le Tribunal fédéral, souligna Bernard Bertossa, justifie l'interdiction par la nécessité d'assurer la tranquillité publique. «C'est à pleurer! s'exclama l'ancien procureur général. Ce ne sont pas les plus faibles qui mettent notre tranquillité en danger...»

Un jeune Rom, Rafi Mihai, qui effectue des petits boulots pour survivre, a dit son admiration pour ceux qui ont le courage de mendier. «Ils luttent et ne sont pas déprimés. Ce serait bien de trouver autre chose, mais ils sont dans l'urgence et ne peuvent pas attendre». ●

Michel Bavarel



Edito

Autour des mots

En février passé, le temps d'une journée, la COTMEC a rassemblé les membres de son réseau pour réfléchir sur la problématique de la pauvreté (voir pages 3-4).

La pauvreté... Un terme bien imparfait pour tenter d'appréhender les différentes réalités par-là même désignées. Au point que certains jugent plus adéquat de le décliner au pluriel: parler «des pauvretés» semble déjà plus approprié. Tant il est vrai que l'on peut être pauvre en biens, pauvre en liens ou encore pauvre en droits.

D'autres préfèrent parler de situations de pauvreté, pour mettre en évidence que ce sont des personnes qui les vivent et éviter de substantifier «les pauvres». Enfin, l'on distingue parfois la pauvreté de la misère. Cette dernière, toujours subie, jamais choisie, ne peut être vécue dignement. Ainsi, lors de la journée du 2 mars dernier consacrée à la mendicité (voir page 6), le théologien Bernard Rordorf rappelait qu'une plus grande distance sépare le miséreux du pauvre, que ce qui sépare le riche du pauvre. Entre ces derniers on constate en effet une différence quantitative: le pauvre a moins que le riche. La misère, elle, met les personnes hors jeu.

Quoi qu'il en soit, aussi loin que l'on aille dans la déconstruction et la justification de nos choix sémantiques, l'usage des mots reste éminemment délicat car il véhicule nos représentations, socialement construites, du monde. S'il est un aspect que la journée du 11 février a permis de dégager, c'est que c'est avant tout dans nos imaginaires que débute la «déconstruction» de la pauvreté. Si nous voulons décoloniser nos esprits, c'est bien vers un changement de valeurs qu'il faut tendre. Et cette démarche, lent processus social, ne peut s'envisager qu'avec le concours de tous les acteurs concernés. La lutte contre la pauvreté «se jouera dans la société ou ne se jouera pas», comme l'a si bien formulé l'un des intervenants. Merci à toutes celles et ceux qui ont contribué à cette journée qui nous a mis en chemin. ●

Martyna Olivet

Eclairage

Noé redivivus!

Notre ami Jean-Daniel Robert vient de nous faire un joli cadeau¹. Cet agent pastoral genevois, écrivain et poète à ses heures, nous offre un roman d'anticipation à haute teneur idéologique. Verte, de toute évidence! Désespéré d'assister à l'agonie de notre vieille terre, l'auteur rêve d'un nouveau déluge, d'eau et de neige, pour remettre notre monde à plat. Quelques rares rescapés, dont Noé et sa chère Anne-Catherine, échappent au désastre. A la différence du mythe biblique, ce cataclysme ne doit rien à la colère de Dieu, mais tout à la bêtise humaine qui depuis des lustres joue avec la création en apprenant sorcier. Quand on sème le vent, on ne peut récolter que la tempête!

Curieusement, le séisme ne frappe que l'hémisphère nord de la planète. Du moins, l'auteur ne dit rien des malheurs des terres et des mers du Sud. Il se pourrait même que, sous l'effet d'une pluie généreuse, le Sahara reverdisse. Bref, le châtimeur frappe les premiers coupables. Après tout, ce n'est que justice. Les «Nordistes» ne seront qu'une petite centaine à s'accrocher aux sommets des Rocheuses, aux pics himalayens ou aux contreforts des hautes vallées alpêtres. Pour la petite histoire, quatre Uranais seulement survivent à l'hécatombe des Suisses alémaniques! Les Romands et les Savoyards ne sont pas mieux lotis.

En réalité, les rescapés sont des «Justes», comme ceux dont les noms figurent sur le mémorial Yad Vashem de Jérusalem. Ou plutôt des «résistants» qui n'ont pas pactisé avec la mondialisation. Traqués, ils ne portent pas d'étoile jaune. La lettre «R» leur sert de point de ralliement, comme le fameux «Register» que Marie Durand incrusta sur les murs de sa prison provençale.

Cette poignée d'humains a gardé le souvenir des gestes simples et naturels et surtout ceux de l'amour. Des germes de vie prennent forme dans le ventre de femmes réfugiées dans des chalets d'alpage. Jean-Daniel voudrait-il nous inviter à faire partie du club? Il faut se hâter, car le temps se fait court. Le déluge est programmé pour la prochaine décennie! A bon entendeur... ●

Guy Musy

1 Jean-Daniel Robert, Journal de Noé, Editions Encre Fraîche, Genève 2011.

JAB
1200 Genève 2

Cotmec - Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tél. 022 708 00 78
info@cotmec.ch, www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1
Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Genève
Maquette: Pascale Castella
Mise en page: Simone Kaspar de Pont

Communication sociale

Twitter le monde



Si une hirondelle ne fait pas le printemps, d'aucuns prétendent que les « tweets » (onomatopée anglaise pour le « cui-cui » de l'oiseau) ont joué un rôle prépondérant dans le développement du « printemps arabe ». Twitter, plateforme sociale virtuelle qui permet d'envoyer de brefs messages (tweets) à une audience a priori indéfinie et illimitée – les utilisateurs choisissent les autres rédacteurs dont ils souhaitent suivre les communications – serait-il devenu incontournable dans la communication sociale, les mobilisations citoyennes et les évolutions politiques de notre monde globalisé ?

Le constat est tentant, puisque Twitter s'inscrit pleinement dans la dynamique horizontale des nouvelles technologies. La plateforme réunit en effet grands de ce monde et petites gens, chacun(e) pouvant écrire des messages et suivre ceux d'autrui, permettant ainsi théoriquement à votre concierge de converser virtuellement avec Obama. Cette dimension démocratisante est à saluer, bien qu'elle soit logiquement soumise à des contraintes techniques (connexion internet fixe ou mobile) qui renforcent la fracture numérique entre Nord et Sud et entre les citoyens « technologisés » et les autres.

Cette égalité plus qu'imparfaite n'empêche cependant pas de considérer cette nouvelle plateforme d'expression comme un vecteur de liberté d'expression et d'accès à l'information, puisque Twitter transforme ses membres en témoins directs d'événements pouvant être rapportés instantanément à l'échelle planétaire. Ainsi, la plateforme contribue au phénomène du « tous journalistes » qui se manifeste via la téléphonie mobile (ou quand les téléphones portables deviennent les caméras de reporters amateurs) et internet.

Liberté d'expression et d'information

Or, cet enjeu est particulièrement de taille dans les sociétés non démocratiques. Une récente enquête du Guardian soulignait le fort potentiel de développement de la connectivité des citoyens du continent africain pour contourner les barrières imposées à la liberté d'expression et d'information. Lors du printemps arabe, le régime d'Hosni Moubarak avait bien compris le potentiel déstabilisateur de plateformes comme Twitter ou Facebook et avait vainement essayé d'« éteindre » internet lors des premiers jours de la contestation, mesure qui devait s'avérer contre-productive et renforcer encore la force démocratique symbolique des nouvelles technologies. En Égypte comme dans les autres pays en ébullition, les médias occidentaux n'ont par ailleurs pas hésité à utiliser les tweets de témoins directs des événements comme source d'information de première main, contournant ainsi les obstacles imposés par le pouvoir (encore) en place pour la réalisation de leur travail – cette pratique est plus que d'actualité dans la couverture médiatique des événements qui ont cours en Syrie, alors que les journalistes étrangers sont toujours persona non grata.

La dimension démocratisante de Twitter semble ainsi évidente, puisque le réseau permet en théorie à tout un chacun de donner de la voix. Pourtant, la cacophonie qui peut en résulter pose une série de questions qui atténuent l'efficacité de la plateforme comme vecteur d'expression politique et compromettent la qualité des témoignages « médiatiques » : tout d'abord, l'audience des messages n'est jamais garantie, un tweet pouvant n'être lu par personne et s'apparenter alors à un cri dans le désert. Corollaire de l'amplitude presque démesurée de Twitter, les messages à caractère informatif tournent

souvent autour d'une question à la mode, d'un « buzz », provoquant une impression de redite qui brouille la communication. Plus encore, avec des « tweets » obligatoirement limités à 160 caractères, la plateforme est le symbole d'une ère où communication et couverture médiatique se fondent davantage sur la quantité que sur la qualité, sur l'instantané plutôt que sur la réflexion, sur les images et les mots-clés plutôt que sur l'analyse.

Rejoindre le réseau

Au-delà d'une réflexion forcément incomplète sur ses avantages et ses inconvénients, Twitter n'est pas tombé très loin du nid des nouvelles technologies. Comme elles, le réseau social s'est développé plus vite que la musique ; il s'est imposé à tous les acteurs politiques sans que personne n'ait pleinement conscience de ses potentialités et de ses dangers ; il est devenu partie intégrante des interactions entre individus sans que l'on puisse se faire une idée très claire de sa véritable valeur ajoutée sur la communication (au-delà de la facilité d'utilisation et de son accès pour tous). Individuellement, il sera de plus en plus difficile de résister à l'appel de ce « progrès », comme il sera de plus en plus difficile d'évoluer dans notre société sans un compte Facebook – ne mentionnons même pas le téléphone portable, dont le pas a été franchi depuis longtemps déjà pour la plupart d'entre nous : en tant que nouvelle sphère globale de communication, Twitter donne l'impression de condamner les acteurs citoyens et politiques à rejoindre le réseau sous peine d'être réduits au silence et à l'insignifiance. Au niveau Nord-Sud, cette évolution implacable suppose une même urgence à s'attaquer à la fracture numérique et à promouvoir une véritable égalité dans l'accès aux vecteurs de communication et d'information qui façonnent le monde d'aujourd'hui et de demain. ●

Jonas Pasquier

Journée de réflexion

Déconstruire la pauvreté, construire l'espoir...

Le 11 février passé, la COTMEC organisait sa traditionnelle journée de réflexion, connue aussi sous le nom de journée théologique. Le thème de la rencontre 2012 portait sur la « déconstruction de la pauvreté ». Une terminologie un peu abrupte pour une approche qui se voulait plus constructive que destructive. Retour sur un cheminement commun constitutif d'un nouveau projet.

Il y a un peu plus d'une année, notre commission s'est engagée sur un nouveau chantier autour de la problématique de la pauvreté, qui, même en Suisse, devient une thématique centrale de notre société. L'objectif principal est d'aboutir à une publication qui proposera un panorama des causes menant à l'émergence de la grande pauvreté dans notre monde globalisé. Une démarche fortement inspirée dans sa forme et dans son approche par le travail de Rudolf Strahm, auteur de « Pourquoi sont-ils si pauvres? », édité dans les années '80. Toutefois, dès le début du projet, il y avait le souhait de ne pas se cantonner à dresser un état des lieux actualisé qui corresponde aux nouvelles formes de pauvreté. Pour l'équipe multidisciplinaire chargée du projet, la démarche doit également être porteuse d'espoirs et proposer aux lecteurs des alternatives à explorer, des leviers d'action à leur portée pour contrer ce que d'aucuns aimeraient présenter comme une fatalité.

Il est indéniable que l'intelligence collective est un outil précieux pour actionner l'aiguillon critique de la solidarité. Et c'est dans cet esprit que nous avons convié, le plus largement possible, le réseau de la COTMEC à la journée du 11 février dernier.

Science ou croyance ?

C'est à Gilbert Rist, professeur honoraire à l'Institut des hautes études internationales et du développement de Genève (IHEID), que nous avons confié la délicate mission de situer notre réflexion sur un plan historique et théorique. A noter qu'il assumera aussi ce rôle dans la réalisation du livre dont il se chargera de rédiger la partie introductive. Gilbert a choisi comme date charnière ouvrant sur notre système « en état de crise permanente » l'année 1776. Elle symbolise à ses yeux le début de l'ère industrielle libérale avec l'écriture de « La richesse des Nations » par Adam Smith, l'inscription de « droit au bonheur » dans la déclaration d'indépendance des Etats-Unis et l'avènement du moteur à vapeur par James Watt propulsant le recours aux énergies fossiles au cœur de la croissance économique. Il s'est ensuite interrogé sur notre soumission collective à une vision de l'économie, qui se présente comme une science, alors qu'elle n'est qu'une image construite, relativement récente, dans l'histoire de la pensée.

A sa suite, Bruno Tardieu, délégué national et permanent volontaire au long cours d'ATD Quart Monde France, nous a présenté le leitmotif de son mouvement,

« la misère est l'œuvre des hommes et seuls les hommes peuvent la détruire ». Dans cette logique il nous a invités à nous rassembler autour d'une éthique de la co-responsabilité : le problème de la pauvreté ne concerne pas seulement ceux qui la vivent. Il se situe « entre nous tous ». Son dépassement « se jouera dans la société ou ne se jouera pas ». Bruno Tardieu est parti de ses souvenirs de jeunesse et de sa rencontre avec les militants d'ATD. Doctorant en sciences, il avait du mal à comprendre comment il pouvait se faire « piller aux échecs par un enfant illettré ». Impossible de rencontrer l'autre si l'on ne dépasse pas les représentations que l'on s'est fait de lui. « Non, dit-il avec force, quelles que soient les apparences, la pauvreté n'a pas pour origine la paresse ou le fait « d'être moins doué ».

La parole aux personnes concernées

Analyser les différentes causes qui peuvent mener à des situations de pauvreté est une étape importante. Entendre le témoignage de personnes engagées aux côtés des plus démunis l'est aussi. Ces étapes ont été assurées avec talent par Gilbert Rist, Bruno Tardieu et Dominique Froidevaux lors de cette journée. Toutefois, la présence du groupe des adultes d'ATD Quart Monde Genève, accompagnés des permanents volontaires Alban Bordeaux et Thibault Lorin, a donné tout son sens à la journée. Ayant pris la peine d'élaborer une parole collectivement, ils sont parvenus à exprimer leur regard sur leur expérience de la pauvreté. Des hommes et des femmes vivent, au cœur même de l'Europe, le quotidien de la grande pauvreté. Et, contrairement aux idées reçues, ils ne le vivent pas de manière passive. Qu'ils aient développé des stratégies de lutte ou des stratégies de survie, ces personnes détiennent,



de par leur vécu, des clefs essentielles pour amener la situation à évoluer. « Il faut permettre aux personnes de mettre des mots sur leurs pensées, sur les violences auxquelles elles sont confrontées. » Leur nier ce droit, c'est ajouter de la violence à la violence. C'est appauvrir notre démarche, notre compréhension du monde. « Il est indispensable que la démocratie s'enrichisse de la contribution citoyenne des très pauvres », soulignait Bruno Tardieu. Pour y parvenir, toutefois, le chemin n'est pas aisé : il y a des certitudes et des réticences à déconstruire de part et d'autre. Et c'est au niveau des représentations mutuelles que doit se faire la première transformation. Pour que « l'espoir d'une société nouvelle, d'une société réfléchie avec les plus pauvres » comme l'ont exprimé les membres du groupe d'ATD Quart Monde Genève devienne une réalité. ●

Martyna Olivet

La misère est une violence

Par souci de préserver la cohérence de leur réflexion, nous n'avons pas souhaité reproduire dans le cadre de notre bulletin des extraits du texte « La misère est une violence : rompons le silence pour bâtir la paix » élaboré collectivement par le groupe des adultes d'ATD Quart Monde Genève. Leur travail commun a donné lieu à une réflexion très construite qui mérite de se lire d'une traite. Avec l'accord des membres du groupe, nous pouvons l'envoyer à ceux qui nous en feront la demande. Entendre ce texte lu à plusieurs voix par les deux Michèles, Chantale, Madame Piccot, Delphine, Florence, Thibault et Alban... a représenté un temps fort de cette journée, un événement majeur pour lequel, au nom de toute l'équipe de la COTMEC, nous tenons à les remercier. ●

Le Work café et la parole tournante

Une partie de la journée du 11 février a été consacrée à un exercice de partage de la parole en ateliers inspirés de la démarche du « Work café ». Cette technique d'animation, qui peut prendre plusieurs formes, permet à l'ensemble des participants de répondre aux mêmes questions, mais en changeant à chaque fois d'environnement. En effet, les personnes présentes ont pour consigne de se regrouper autour des différentes tables où siège un hôte qui fait office de « mémoire de la table » et donne les consignes. A l'issue de chaque question, pour laquelle le groupe dispose d'un temps défini, les personnes peuvent librement rester ou changer de table pour dialoguer. La réponse à chaque question débute par un tour de table, ce qui assure à chacun de pouvoir prendre la parole au moins une fois durant l'atelier pour un laps de temps préalablement fixé. Le temps restant étant consacré aux libres réactions des intervenants au premier tour de parole. Afin de profiter de la diversité de l'expérience des participants, nous avons choisi de les interroger sur ce que la pauvreté évoquait en eux. A quelles situations concrètes ils pouvaient la rattacher. Puis, nous avons cherché à savoir comment, dans leur surface d'efficacité, ils se voyaient capables d'agir pour l'enrayer. Et enfin, aux côtés de quels acteurs ils seraient susceptibles de s'engager – ou le sont déjà. La difficulté majeure de l'exercice résidait dans l'évaluation du nombre de personnes présentes lors des ateliers qui détermine le nombre de tables. Nous avons tablé sur trois groupes de 10 personnes, mais au final, l'affluence ayant été plus importante que prévue, il aurait été judicieux de créer une table supplémentaire, afin de ne pas devoir si drastiquement écourter le temps de parole à l'issue du tour de table. Les réponses et les commentaires collectés par chaque « mémoire de la table » seront passés en revue lors des prochaines séances de groupe de rédaction du livre. ●

Hommage à Domitila Barrios de Chungara

Une révolutionnaire des mines boliviennes



«Quand les plus pauvres luttent pour les pauvres, on ne peut qu'admirer et s'interroger sur notre propre passivité», écrit Guy Aurenche dans *Le souffle d'une vie. C'est au parcours de vie de Domitila Barrios de Chungara, porté par un engagement sans faille que Wilma Jung, membre de notre commission, tient aujourd'hui à rendre hommage.*

J'ai fait la connaissance de Domitila Barrios de Chungara lors d'une rencontre organisée sur le campus de l'Université de San Simón à Cochabamba, en Bolivie au début des années '90. Quelques années plus tard, elle est arrivée en Suisse invitée par l'Église Protestante de Bâle pour témoigner sur les tragiques conséquences des mesures néolibérales imposées au peuple bolivien. Alors, j'ai eu le grand privilège de partager des longs moments avec cette femme extraordinaire dotée d'une grande intelligence.

Un engagement sans faille

Femme de principes et d'éloquence, Domitila a toujours été convaincue de la nécessité de lutter pour les droits de tous, femmes et hommes ensemble, pour affronter un système qui exploite indistinctement les unes et les autres. Elle parlait avec passion de la lutte interminable des travailleurs et elle nous stimulait à «vaincre la peur que nous portons en notre for intérieur». Filemón Escobar, ex-dirigeant mineur se rappelle: «les dirigeants mineurs éprouvaient une saine jalousie quand elle parlait car elle leur volait l'audience.»

Emportée par une longue maladie au petit matin du 13 mars 2012, elle est restée active jusqu'à la fin. Son témoignage de vie, lui, restera à jamais dans la mémoire populaire.

Née dans les mines

Domitila est née en Bolivie, à Siglo XX, le 7 mai 1937 au sein d'une famille de mineurs. Il m'est impossible d'évoquer cette mine sans penser au cortège de souffrances qu'entoure la vie des ouvriers boliviens: au froid permanent qui semble ignorer les êtres humains s'ajoutent les répressions brutales exercées par les dirigeants successifs. Sa vie débute par une expérience douloureuse: la mort de sa mère, quand elle a 10 ans, la contraint d'abandonner l'école pour pouvoir s'occuper de ses 4 petites sœurs. Sa soif d'apprendre, elle, ne s'arrêtera jamais! Plus tard, elle épousera à son tour un mineur et donnera naissance à 11 enfants, dont seulement 7 survivront.

Massacre de la Nuit de la Saint-Jean

En 1967, le pays -gouverné par le dictateur René Barrientos Ortuño- est bouleversé par la guérilla. Le 24 juin, l'armée attaque Siglo XX et Catavi quand la population fête la Saint-Jean. Cet acte sanglant cherche à terroriser la population, à décapiter le mouvement ouvrier et à empêcher le soutien matériel et politique de la guérilla dirigée par le commandant Che Guevara. Le gouvernement états-unien, à travers sa mission militaire installée à La Paz, exerce des fortes pressions sur le général Barrientos pour le lancement de l'opération. Ainsi, une fois de plus, l'armée sacrifie des enfants, des femmes, des hommes dans le massacre de la Nuit de la Saint-Jean. Le gouvernement déclenche ensuite une répression systématique: de nombreux travailleurs son emprisonnés et déportés dans des camps de concentration. Domitila est aussi emprisonnée: torturée alors qu'elle est enceinte, son enfant ne survivra pas, mais elle s'en relèvera pour témoigner sans trêve.

Si on me donne la parole

En 1975 à Mexico, Domitila est la seule femme du peuple qui participe activement à la tribune de l'année internationale de la femme organisée par l'ONU. Elle y parle de la réalité de la vie des plus pauvres, de ceux d'en bas: son discours se heurte à celui des diplômées qui sont la majorité dans ce forum. Son expérience de vie qui retrace toutes ses années de combat est racontée dans un livre, «Si on me donne la parole» (éditions Maspéro, 1978).

Grèves de la faim

Le 28 décembre 1977, Domitila et quatre femmes des mines commencent une grève de la faim dans l'archevêché de La Paz. C'est la réponse à une décision du dictateur Bánzer qui condamne des milliers de personnes à la prison et à l'exil. Cette étincelle déclenche une série de groupes de grève dans l'ensemble du pays. La résistance populaire dure 23 jours et réussit à ouvrir le chemin vers la démocratie. Eduardo Galeano, écrivain uruguayen, se souvient: «Le prêtre Luis Espinal est le premier à rejoindre la grève. Peu après, ils sont déjà mille cinq cents. Les cinq femmes, habituées à avoir faim depuis leur naissance, appellent l'eau poulet ou dinde et steak le sel. Le rire les nourrit. Entre-temps, les grévistes se multiplient, trois mille, dix mille; ils sont innombrables, ceux qui arrêtent de manger et de travailler. Le peuple envahit les rues et il n'y a plus moyen de le stopper. Les cinq femmes font basculer la dictature militaire.»

Les routes de l'exil

Domitila connaîtra l'exil, en Suède, entre le 17 juillet 1980 et fin 1983. Alors qu'elle participe à la conférence mondiale des femmes de Copenhague éclate un nouveau coup d'état et le général García Meza instaure un régime de terreur. En 1986 se lève le vent du néolibéralisme: le gouvernement de droite licencie 50000 mineurs. La famille de Domitila est parmi celles qui doivent quitter les mines. Elle part à Cochabamba et comprend alors que le système veut effacer toute trace

suite de la page 5

historique des luttes du peuple. Elle décide de transmettre son vécu à travers l'éducation populaire créant l'École mobile, appelée ainsi parce qu'elle n'a pas de limites géographiques et sert à «diffuser l'histoire qui n'est pas écrite».

En 1997, le pays est gouverné par l'ex-dictateur Bánzer et la gauche est décimée... Cependant, le 9 octobre est organisée une rencontre internationale pour commémorer Ernesto Che Guevara. Malgré le poids des années qui passent, Domitila ne manque pas ce rendez-vous avec son passé, elle arrive en évoquant l'enfant perdu à cause des tortures subies en ces terribles mois de 1967. Elle affirme: «Ils ont exécuté le Che il y a 30 ans, mais il vit car le seuil de pauvreté est plus élevé qu'avant. Et tant que la pauvreté et la misère persisteront, l'utopie du Che restera vivante.» ●

Wilma Jung



Photo: Eric Rossier

Fête populaire

Les Kesaj à Genève

Tout au long du mois de mars, différents événements autour des enjeux liés à la mendicité et à la présence de Roms à Genève, ont été organisés par la Cotmec, Mesemrom et différents partenaires. Le bouquet final fut la grande fête populaire avec la présence des Kesaj Tchavé à Genève le 31 mars et le 1^{er} avril dernier.

Le but était d'offrir deux jours «différents», afin d'une part montrer une image positive des Roms aux Genevois et proposer une trêve aux mendiants roms qui sont ostracisés par la majorité de la population genevoise. Le pari a été gagné: le week-end fut un franc succès. Grâce à l'implication des différentes associations, les concerts ont attiré Roms et Genevois, il y a eu une véritable mixité. La rencontre s'est faite dans la danse et la musique autour des trente jeunes âgés de 8 à 26 ans venus de Kezmarok, en Slovaquie.

Inès Calstas

JAB

1200 Genève 2

Cotmec - Commission Tiers Monde de l'Église Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tél. 022 708 00 78
info@cotmec.ch, www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1
Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Genève
Maquette: Pascale Castella
Mise en page: Simone Kaspar de Pont

suite page 6

n° 337 / avril 2012 / Genève

Commission Tiers Monde de l'Église Catholique

Edito

Crise ou mutation ?

La crise dans laquelle nous sommes plongés est trompeuse: habituellement, on traverse une période de difficultés, puis tout revient à la normale. Il n'en est pas de même aujourd'hui, car nous ne subissons pas seulement une crise économique et financière, mais nous nous trouvons à l'aube d'une gigantesque mutation de l'ensemble de la société. Voilà, en substance, comment Jean-Claude Guillebaud, auteur bien connu, concluait le propos qu'il a tenu le 5 mars à l'Espace Fusterie, à Genève.

Dans ce maelström, les religions vont-elles disparaître? C'est à cette question que le conférencier devait répondre. Jean-Claude Guillebaud se résout d'autant moins au pessimisme qu'il a observé, sur place, un surprenant retour à la foi dans des pays comme la Russie, l'Éthiopie, le Vietnam ou le Cambodge où l'on avait tout tenté pour l'éradiquer. La spiritualité fait partie intégrante de la nature humaine (ce qui distingue l'homme de l'animal, c'est sa capacité de différencier l'eau bénite de l'eau plate, a dit plaisamment l'un des penseurs qu'il a cités). Cependant, Guillebaud nous met vigoureusement en garde contre la tentation - pathologique - du fondamentalisme et de l'intégrisme, présente dans toutes les religions.

Il est vrai qu'une spiritualité ouverte, prête à se nourrir des apports des uns et des autres, paraît indispensable pour que l'humanité soit en mesure de faire face aux bouleversements qu'entraîneront, entre autres, les atteintes à l'équilibre écologique - dont la COTMEC s'efforce depuis plusieurs années de prendre la mesure. Grand reporter pendant un quart de siècle, Jean-Claude Guillebaud a été le témoin de nombre de conflits, de catastrophes et de famines. Dans toutes ces circonstances dramatiques, il a rencontré des êtres qui ne désespèrent pas et refusent de baisser les bras. De même, il garde un souvenir de joie et de dynamisme extraordinaires d'une semaine de séjour dans une famille vivant dans l'extrême pauvreté à Calcutta. Voilà ce qui nourrit son «optimisme lucide».

Ainsi le plus urgent, dans ce temps de mutation où nous voilà peut-être immergés, pourrait-il bien être de «bâtir notre maison sur le roc» (Mt 7,24-27). C'est-à-dire sur une spiritualité non seulement ouverte, mais reposant sur de solides fondations, le silence et/ou la prière. Avec, comme le dit l'Évangile, une «mise en pratique».

Michel Bavarel

Eclairage

Benoît et Fidel

Qu'ont-ils bien pu se raconter ces deux illustres personnages, parvenus à l'automne avancé de leur vie? Fidel et Benoît, étrange face à face. Ont-ils fait le compte de leurs déconvenues, de leurs succès? Se sont-ils interrogés sur l'avenir qui les attend l'un et l'autre le jour où ils franchiront la porte de la mort? On ne saura jamais ce qu'ils ont pu se chuchoter dans le creux de l'oreille ou garder dans le secret de leur cœur. Pas plus qu'on ne saura si cette rencontre a changé le regard qu'ils portaient jusque là l'un sur l'autre.

Par-delà le rapprochement de l'âge et du pouvoir, le contraste est saisissant. Parlant du pape et de l'empereur, Victor Hugo évoquait les deux moitiés de Dieu! Plus prosaïque, Sartre aurait parlé du diable et du bon Dieu. D'un côté, une «Sainteté», toute spirituelle; face à elle le révolutionnaire marxiste dont le seul nom semait la terreur ou déclenchait l'enthousiasme dans toutes les Amériques, en Afrique australe et dans la défunte Union Soviétique.

Visite de courtoisie? Bien davantage. L'affaire est autrement plus complexe. Fidel n'est pas qu'un politicien madré, mais un idéaliste. Un idéaliste utopiste et parfois cruel, mais un idéaliste tout de même. Quant à Benoît, il sait que depuis le jour où son Dieu a pris forme humaine, il ne peut s'évader du politique. Même quand il parle du Royaume de Dieu. Ses prédécesseurs le savaient déjà quand ils écrivaient des encycliques sociales que d'aucuns jugeaient alors révolutionnaires et même communistes. En attendant l'ultime jugement, l'ivraie se mélangera au bon grain et le politique au spirituel. Bien malin qui saurait en faire le tri.

Je me méfie plutôt de ceux qui jouent à l'ange pour faire la bête. Je me garde des Tartuffe qui se drapent de bons sentiments pour camoufler leurs mauvais coups. «La surnature, c'est la nature sûre», se plaisait à répéter un religieux qui était aussi un grand spirituel. En termes plus théologiques, les anciens disaient que la grâce ne supprime pas la nature, mais l'élève et la guérit. ●

Guy Musy

Paix dans les Grands Lacs

Colloque prometteur

Patrick Mathey est stagiaire Eirene Suisse à Goma (Congo RDC) auprès de l'organisation Pole Institute, institut interculturel pour la paix. Dans le cadre de son affectation, il a appuyé l'organisation du colloque Dépasser la haine construire la paix: quelles pratiques de terrain dans les Grands Lacs? Témoignage.

Publié en novembre 2011, le livre « Dépasser la haine, construire la paix. Témoignages de paix de la région des Grands Lacs » a connu un large succès auprès du public suisse. À l'origine de ce projet, porté par Eirene Suisse et la COTMEC, se trouve l'Initiative de Genève pour la paix dans les Grands Lacs' (IdG), un réseau de leaders intermédiaires issus de la région qui sont engagés pour la promotion de la paix et du mieux-vivre ensemble.



Dans la continuité de cette démarche, et pour accompagner la sortie du livre dans les Grands Lacs, Eirene suisse et IdG ont organisé un colloque régional et interculturel du 1^{er} au 3 mars dernier, à Bujumbura (Burundi). Un projet rare et ambitieux dans cette région si complexe au passé troublé. En effet, la situation y est encore précaire et dans de nombreux endroits, les tensions menacent à tout moment de resurgir en conflits. Les actions pour la paix y sont nombreuses, mais souvent isolées et mal connues. D'où l'intérêt de réunir

permettant ainsi à chacun-e d'apporter sa contribution dans la recherche de pistes d'actions innovantes en faveur de la construction de la paix.

Enfin, le troisième jour a été réservé aux membres et sympathisants de l'IdG, afin de réfléchir sur l'avenir et l'évolution de ce réseau. Les participants ont rappelé l'importance d'échanger et de partager leurs expériences, ainsi que le besoin de créer des synergies au niveau régional.

« Ce livre a un effet magique »

En marge du colloque, le livre et sa démarche ont été largement médiatisés dans les trois pays de la région. Des reportages et des interviews sur le projet ont été diffusés par de nombreuses radios et télévisions, dont les chaînes nationales burundaises et rwandaises.

Le livre a été distribué aux différents leaders intermédiaires actifs dans la promotion de la paix afin qu'ils puissent s'en servir comme d'un outil de travail. Il est actuellement en vente à prix préférentiel dans les librairies de Bujumbura, de Kigali et de Goma. Jean-Pierre Lindiro Kabirigi, membre original de l'IdG, faisait ce commentaire une semaine après la sortie du livre dans la région: « Ce livre a un effet magique! Partout où nous sommes passés pour le présenter, les gens ont tout de suite été captivés par le message dont il est porteur et l'ont acheté! ». Nul doute qu'il connaîtra le même succès qu'en Europe, où les stocks sont bientôt épuisés.

Il s'agit cependant de ne pas rester contemplatif devant ce qui a été accompli mais bien de profiter de la dynamique créée par le projet « Dépasser la haine, construire la paix ». Le réseau se réunira prochainement pour discuter des actions qui pourront être menées afin de poursuivre ce travail insatiable de promotion de la paix. En effet, comme l'a rappelé Laurien Nteziimana: « Nous n'éliminerons jamais la haine mais nous pouvons l'endiguer; nous ne pouvons pas l'éradiquer mais nous pouvons la dompter ». ●

Patrick Matthey

1. Plus d'informations: www.initiative-de-geneve.org.

Allocation universelle

Un revenu pour la dignité

En avons-nous vraiment pris toute la mesure? L'époque industrielle est définitivement révolue. Finie la logique « un homme, un emploi ». Le modèle du travailleur, salarié dès son apprentissage et jusqu'à sa retraite, pouvant ainsi subvenir aux besoins de sa famille, est devenu quasi exceptionnel. Les jeunes arrivent maintenant sur un marché de l'emploi saturé. Surnuméraires quelle que soit leur formation, ils peinent à trouver une place de travail, car on leur demande souvent de faire de suite preuve de l'expérience professionnelle qu'on se refuse justement à leur donner. Et s'ils fondent une famille, ils doivent le faire en jonglant entre fluctuation de l'emploi, manque de places dans les crèches et autre pénurie de logements. La belle stabilité des glorieuses a fait place à la précarité programmée (ou pour mieux dire: non programmable). Dans cette course à ce qui ressemble à une « survie économique et sociale », une idée ré-émerge, celle de l'allocation universelle.

Un projet révolutionnaire

L'allocation universelle consiste en un revenu attribué automatiquement à toute personne quels que soient sa nationalité, son âge ou son état civil. La prestation est versée à chacun-e sans aucune condition, indépendamment de ses moyens financiers, des cotisations versées, de son activité économique ou autre. Ainsi, il ne s'agit pas d'une compensation due au fait de ne pas ou plus travailler, mais bien d'une reconnaissance de l'existence d'un être humain. Cette proposition provoque une rupture avec le cercle vicieux dans lequel s'empêtrent les travailleurs et travailleuses aujourd'hui pour assurer leur sécurité économique: Croissance – emploi – salaire – sécurité sociale et... assistance publique.

Ce revenu de base inconditionnel a ceci de révolutionnaire qu'il aborde l'économie mondiale par une vision beaucoup plus générale que celle de l'actuel capitalisme que l'on fait tourner, chacun pour soi, comme une machine en sursystème, en ayant la crainte continue qu'elle ralentisse. L'Economie, comme la Planète, est considérée comme un bien commun. L'allocation universelle ne vise pas à alléger les difficultés financières en aval, mais bien à les prévenir en amont. Elle pourrait ainsi remplacer les prestations financières des assurances sociales existantes liées à la sécurité sociale qui, chevillées au revenu de la personne qui exerce un emploi, laisse passer entre leurs mailles des cas dramatiques. C'est d'ailleurs l'idée la plus novatrice de cette formule: celle de dissocier sécurité sociale et travail rémunéré. Avec un minimum garanti pour vivre, libéré-e de l'obligation d'accepter un travail parce qu'il doit couvrir ses besoins vitaux, chacun-e gagne la liberté de se consacrer à ce qu'il fait le mieux.

L'idée fait son chemin

Bien que jamais parfaitement concrétisé, ce concept

de revenu de base a déjà été proposé dans différents contextes et sous plusieurs noms: revenu de citoyenneté, revenu d'existence, dividende social...

Depuis Thomas Paine au 18^e siècle, pas moins de cinq prix Nobel d'économie ont travaillé sur le sujet. Il me faut citer ici l'un d'eux, James Meade, puisque sa fille Bridget Dommen-Meade et son beau-fils Edouard Dommen (que vous lisez parfois dans ces colonnes puisqu'il est membre de notre Commission) m'ont aimablement aidé à préparer ce dossier. L'instauration de cette allocation universelle naît, on l'imagine sans peine, d'arguments philosophiques économiques et sociaux, voire évangéliques et en tous cas humanistes et civiques. Selon la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, toute personne a droit à un niveau de vie suffisant. Et selon la Constitution helvétique, la dignité humaine doit être respectée et protégée.

Des questions émergent

Cette idée de socle de revenu pour chacun-e séduit immédiatement par ses dimensions de justice liée à l'être humain, d'éradication de la pauvreté et de la redistribution des richesses. Cependant, dès que l'on pense à son application, on est confronté à des questions essentielles. Quelles catégories de la population inclure dans les bénéficiaires? Si les habitants semblent incontestablement compris, comment considérer les résidents étrangers, réfugiés, demandeurs d'asile, sans-papiers? Et quid des frontaliers? Quels seraient les prestations, prélèvements et autres déductions à supprimer et à remplacer par ce nouveau revenu? Quels instruments fiscaux adopter pour le financement? TVA, autres impôts indirects, impôts sur le revenu progressif ou à taux unique? Et, bien sûr, quel en serait le montant? Un revenu suffisant pour vivre, ou un revenu partiel qui aide les plus démunis mais qui ne fournit qu'un socle pour les autres; montant unique et constant, ou variant selon l'âge ou les charges familiales? Des questions qui ne se résoudront que par une volonté farouche d'instituer un nouvel instrument de sécurité sociale et de justice économique. Bien sûr, cette allocation doit idéalement être instaurée au niveau mondial (comme une taxe Tobin, par exemple) et doit être une plus-value par rapport au filet social en place. Cependant, ce qui se développe localement et imparfaitement participe à la progression de la réflexion.

Quelques tentatives de mise en œuvre

Des velléités d'instauration ont vu le jour de par le monde, sinon dans la lettre, au moins dans l'esprit. Notons tout d'abord « notre » AVS nationale! Lors de sa mise en place en 1947, personne ne pouvait prévoir à moyen et long terme, toutes les conséquences économiques et sociales de cette assurance vieillesse et survivants. Il faut donc saluer l'action visionnaire du législateur qui a élaboré ces

La Suisse bouge

1. BIEN-CH – Basic Income Earth Network-Switzerland

Sous cet acronyme, cette association s'engage pour une approche de la politique sociale en Suisse, susceptible de remplacer les assurances sociales existantes par un nouveau paradigme, et de garantir un revenu pour tou-te-s. Elle étudie et fait connaître le concept et la mise en pratique d'un revenu de base.

BIEN-Suisse, case postale 44, 1292 Chambésy
info@bien-ch.

Les lectrices et lecteurs qui désirent approfondir le sujet peuvent y commander leurs ouvrages.

2. Initiative populaire

« Pour un revenu de base inconditionnel »:

Le 21 avril prochain, ce comité indépendant du BIEN lancera une initiative populaire fédérale ayant la teneur suivante:

La Constitution est modifiée comme suit:

Art. 110a (nouveau) Allocation universelle versée sans conditions

- 1 La Confédération veille à l'instauration d'une allocation universelle versée sans conditions.
- 2 L'allocation universelle doit permettre à l'ensemble de la population de mener une existence digne et de participer à la vie publique.
- 3 La loi règle notamment le financement et le montant de l'allocation universelle.

Ce texte de l'initiative est très succinct: cela comporte l'inconvénient de reporter la totalité des mesures d'application au pouvoir législatif du parlement. En revanche, cela présente l'avantage de permettre un débat très large dans la population, en évitant de se perdre dans des détails techniques.

Il s'agit pour les partisans du revenu de base d'une étape historique. ●

RP

Roland Pasquier

Spiritualité et environnement

Repères pour une «écospiritualité»

La crise actuelle n'est pas seulement économique et financière: elle est apocalyptique, affirme Michel Maxime Egger – l'un des piliers du bureau lausannois d'*Alliance Sud*. Elle révèle non pas la fin du monde, mais celle d'un système à bout de souffle, fondé sur l'illusion d'une croissance matérielle infinie. Ayant ses racines dans les profondeurs de l'âme humaine, cette crise, globale, a une dimension spirituelle. C'est pourquoi il ne suffira pas, si l'on veut garder l'espoir de la surmonter, de mettre en œuvre des réformes politico-économiques ou des avancées technologiques. Il s'agit d'opérer une transformation intérieure induisant un comportement écologique – qui n'oublie pas la justice sociale. L'auteur expose sa thèse – rejoignant celle d'autres penseurs – dans un ouvrage¹ important, profond et exigeant, en s'appuyant plus particulièrement sur la tradition du christianisme orthodoxe.

«Quand sortirons-nous de notre aveuglement?», demande Pierre Rabhi dans sa préface. Malgré les alertes des scientifiques et alors que tous les indicateurs écologiques sont au rouge vif, les choses ne changent guère, constate Michel Maxime Egger. Il l'explique ainsi, avec le philosophe Jean-Pierre Dupuy: nous n'arrivons pas à croire à ce que nous savons. «Tout se passe comme si l'information dont nous disposons restait bloquée au niveau de la tête».

Il s'agit donc de se mettre en quête des racines de la crise. Celle-ci est liée à la vision que nous nous faisons de la nature, de l'être humain et de Dieu. Une vision désacralisée depuis la fin de l'époque médiévale, avec la Renaissance, le siècle des Lumières et l'industrialisation. Qui aboutissent à l'économie capitaliste, «fruit d'un formidable processus réductionniste du réel, à l'œuvre depuis quatre siècles; Dieu étant exilé dans les cieux, le réel est ramené à ce qui est visible; l'esprit étant coupé de la matière, le visible se trouve lui-même réduit au matériel et le matériel ravalé à l'économique»,

résume l'auteur. Est ainsi engendré un nouveau type d'humanité coupée de la nature.

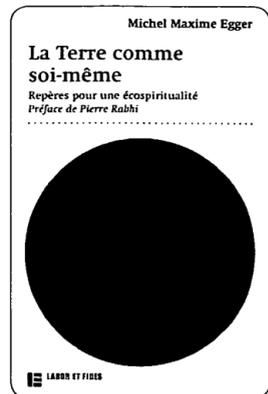
Ce système capitaliste, qui régent nos vies et détruit la planète, n'est donc pas extérieur à nous. «Il ne s'est pas seulement approprié la nature, il a aussi colonisé nos âmes, nos cerveaux pour qu'ils adhèrent à sa culture de compétition, d'efficacité et de rentabilité et croient à ses valeurs comme source de bonheur», écrit Michel Maxime Egger.

Repenser la place de l'être humain dans la création

Pour nous en libérer, il s'agit d'abord de «repenser la place de l'être humain dans la création». De nous rappeler que nous faisons partie de la nature comme celle-ci est partie intrinsèque de notre être. Et que dégrader l'écosystème, c'est dégrader l'homme.

Cependant, ajoute l'auteur, notre tâche ne se borne pas à conserver la nature comme un patrimoine, mais «à la mettre en valeur et à participer à sa transfiguration à travers notre propre transfiguration». Ou, autrement dit, à «conduire le monde matériel à l'éternité». Le Créateur nous a confié les rôles de roi et d'intendant de la création, ainsi que celui de «liturge», chargé de «remercier, louer, donner du sens, offrir et partager».

Même s'il ne fournit pas à ses lecteurs un catalogue d'«écogestes» au quotidien – qu'on peut trouver ailleurs – Michel Maxime Egger n'en reste pas à la théorie ou à la contemplation. «Être «liturge», par exemple, ce n'est pas seulement réciter des litanies à l'église, c'est aussi promouvoir les économies d'énergie et le recyclage des déchets», écrit-il. Cependant, comme la crise écologique a son origine dans notre tête et notre cœur, c'est là qu'il convient avant tout d'agir. «L'enjeu n'est pas seulement ce que nous faisons, mais ce que nous sommes et comment nous vivons. Il est spirituel avant d'être éthique ou politique. On ne pourra pas garder le jardin de la terre sans cultiver le jardin de notre âme».



Réorienter nos désirs

Comment cultiver ce jardin? Michel Maxime Egger nous propose de réorienter nos désirs. «Pour les Pères de l'Église, l'être humain est fondamentalement un être de désir. Ils vont même jusqu'à affirmer que derrière tout désir se cache un désir de Dieu. C'est pourquoi ces désirs sont insatiables. Vouloir les satisfaire par des biens matériels est une illusion. Un travail intérieur doit nous permettre de résister au rouleau compresseur de la consommation et de l'argent».

Pour cela, nous met en garde l'auteur, il n'existe pas de recette facile. Purifier son cœur est l'œuvre de toute une vie. La bonne volonté et les bons sentiments ne suffisent pas. Cela suppose une ascèse, un effort de longue haleine. Des outils sont nécessaires, notamment le jeûne et la prière. Cependant, affirme Michel Maxime Egger, l'«écospiritualité» n'est pas «une écologie chagrine et austère, tissée de culpabilité, de sacrifices et de contraintes, mais un chemin de libération par rapport aux idoles dont nous sommes devenus les esclaves». Avec une dimension essentielle, celle de la joie. ●

Michel Bavarel

¹ La Terre comme soi-même, repères pour une écospiritualité, préface de Pierre Rabhi. Éditions Labor et Fides, Genève 2012.

Droits humains

A petits pas

C'était en 2009. A l'occasion du 10^e anniversaire de la Convention sur les pires formes de travail des enfants et du 20^e anniversaire de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant, la Marche mondiale Suisse, soutenue par la COTMEC – membre du comité – lançait deux pétitions adressées au Conseil d'Etat genevois. Chacune recueillera près de 10000 signatures. La première avait pour objectif d'interdire la prostitution aux mineur-e-s âgé-e-s de 16 à 18 ans. La deuxième visait à obtenir l'accès à l'école et à une formation professionnelle pour tous les jeunes jusqu'à 18 ans, quel que soit le statut légal de leurs parents, et de demander aux communes et à l'Etat d'encourager leurs propres services,



ainsi que les employeurs en général, à engager des jeunes apprenti-e-s. Trois ans plus tard, où en est-on? Les nouvelles sont plutôt bonnes! Alors qu'en 2010 le canton de Genève avait déjà proscrit la prostitution des 16-17 ans, le Grand Conseil genevois vient de renvoyer à l'unanimité au Conseil d'Etat la pétition pour l'accapagnement et la prévention des mineur-e-s touché-e-s par la prostitution. La réaction du Conseil d'Etat est attendue dans les six mois. D'autre part, le Conseil fédéral a ouvert la voie à un apprentissage des jeunes sans-papiers qui sont bien intégrés (la loi prévoit cinq ans de séjour au minimum), en mettant en œuvre la motion du conseiller national genevois Luc Barthassat. Cette dernière prend la forme d'une modification de l'ordonnance relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative. Les cantons, partis politiques et milieux concernés ont jusqu'au 8 juin 2012 pour prendre position. Le comité de la Marche mondiale s'est réjoui de cette décision et a répondu à la consultation lors de sa dernière assemblée générale du 2 avril dernier. Nul doute que ce sera aussi le cas du Centre de contacts suisses-immigrés (CCSI) qui a publié en 2011 une brochure intitulée «20 ans du droit à l'éducation pour les enfants sans-papiers à Genève: impasses et espoirs», toujours d'actualité et disponible sur demande à notre secrétariat. ●

Martyna Olivet

Victimes de l'apartheid

Premier accord extra-judiciaire

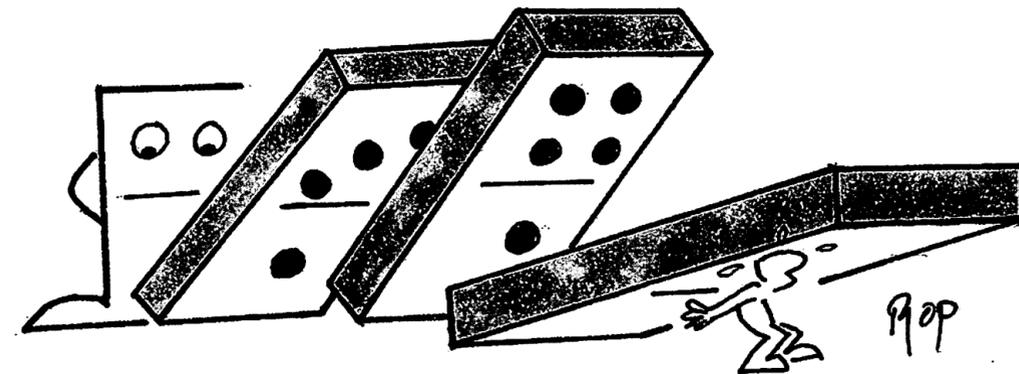
Dix ans... Le collectif de victimes sud-africain *Khulumani* aura attendu près de dix ans pour obtenir un premier geste d'une des entreprises incriminées pour complicité avec le régime de l'apartheid, reconnu comme crime contre l'humanité. L'entreprise

américaine General Motors a conclu un accord extra-judiciaire de dédommagement des 13 plaignants nominaux de *Khulumani* le 24 février dernier, au terme d'une année de négociations. «C'est un formidable précédent, je regrette juste que l'attente ait été si longue: trois plaignants sont déjà décédés et les autres très âgés», déclare Marjorie Jobson, directrice du collectif. General Motors était poursuivie pour avoir violé le droit international en livrant au gouvernement raciste de Pretoria des pièces pour les véhicules de sécurité utilisés pour mener des raids sanglants dans les Townships, sièges de l'opposition au régime.

L'annonce de l'accord a été accueillie avec soulagement par les victimes et leurs proches: elle fait suite à 15 ans de démarches d'abord civiles, puis judiciaires. Pour mémoire, en novembre 2002 une plainte a été déposée à New-York contre 23 multinationales étrangères – dont deux suisses – accusées d'avoir soutenu le régime de l'apartheid dans ses années les plus dures. En continuant leurs échanges commerciaux, malgré les sanctions internationales, elles ont facilité la traque, la torture et les exécutions arbitraires de milliers de Sud-Africains.

Pour Charles Abrahams, avocat des victimes, ce n'est pas la victoire financière qu'il s'agit de saluer – 1,5 millions de dollars qui ira alimenter un fonds commun – mais le premier pas effectué dans la direction d'une reconnaissance de la responsabilité sociale des entreprises. Il espère que «les autres entreprises assignées vont reconsidérer leurs positions, reconnaître leur complicité et négocier à l'amiable avant que tous les plaignants ne disparaissent.» Seuls Ford, Daimler, IBM et Rheinmetal figurent encore au rang des multinationales contre lesquelles la plainte de *Khulumani* est encore instruite. Affaire à suivre. ●

Martyna Olivet



Edito

Ne fais pas à autrui...

En Suisse, la présence croissante de sièges de multinationales étrangères est plutôt bien perçue. Signe de saine compétitivité, leur établissement est même encouragé par des dispositions fiscales plus qu'avantageuses. Logique, me direz-vous: ces acteurs économiques de premier plan ne participent-ils pas à notre prospérité, en créant des emplois et en versant des recettes à l'Etat? Indubitablement. Sans mentionner que ces entreprises bénéficient, en sus, d'une bonne acceptation sociale dans la mesure où leurs opérations se passent dans la plus grande discrétion. Qui se douterait de l'importance de Zoug ou de Genève dans le négoce des céréales et autres matières premières? En irait-il ainsi si ces mêmes sociétés polluaient nos cours d'eaux, expropriaient nos riverains ou embauchaient à bas prix des enfants en âge d'aller à l'école? Scénario catastrophe qui, je vous l'accorde, a fort peu de probabilités de se dérouler chez nous: les maisons mères de ces entreprises ne nous exposent guère qu'à leurs activités logistiques ou financières. Rien de bien dommageable pour nous...

C'est oublier un détail: ces sociétés opèrent essentiellement à travers leurs affiliées – filiales, sous-traitants et autres fournisseurs – dont l'activité économique réelle se déroule à des milliers de kilomètres de nos paisibles contrées, dans des Etats à la gouvernance plus faible que la nôtre. Une part essentielle de leurs bénéfices provient

de pays du Sud. Sur place, leurs agissements font régulièrement l'objet de plaintes et de dénonciations pour violations de droits humains et atteintes à l'environnement, comme en atteste une récente étude menée sur *Glencore par Pain pour le prochain et Action de Carême*¹. Mais, en vertu d'une disposition légale qui sépare juridiquement la maison mère sise en Suisse de sa filiale à l'étranger, cette dernière n'aura guère à s'inquiéter de devoir rendre des comptes à notre gouvernement, ni accéder à des demandes de réparations des individus lésés... Une situation hypocrite et dommageable à autrui que la COTMEC ne souhaite pas voir perdurer. Au nom de l'universalité du respect des droits humains, de l'interdépendance des causes et des effets dans un monde globalisé. Nous nous sommes engagés à soutenir la campagne «Droit sans frontières: des règles contraignantes pour les multinationales» qui fait l'objet d'un supplément. Nous vous invitons à signer ses revendications jusqu'au 10 juin prochain d'un simple clic sous www.droitsansfrontieres.ch, ou en renvoyant le flyer joint à ce numéro. ●

Martyna Olivet

¹ Pour consulter l'étude: www.ppp.ch/glencore

Politique suisse

La chute de Blocher?

Voici quelques semaines nous quit-tait Denis Clerc, ancien conseiller d’État fribourgeois. Nous avons usé nos fonds de culotte sur les mêmes bancs de collège et même si nos destinées prirent un tour assez différent, je partageais plusieurs de ses opinions, sans disposer du brio et de la férocité du style que Denis mettait en œuvre pour les faire valoir. Clerc était en effet un redoutable tribun qu’il valait mieux avoir dans son camp.

Son dernier livre¹, « La Chute de la Maison Blocher », est une analyse très fine de l’essor de l’Union démocratique du centre (NDLR : l’UDC est le parti politique qui se positionne comme le plus à droite de tous les partis représentés au gouvernement suisse), d’abord en Suisse alémanique puis en Romandie. Clerc relève que ce parti, à travers son chef, défend sans état d’âme une économie de marché très libérale faisant appel à la main d’œuvre étrangère, tout en prônant une idéologie raciste et nationaliste.

Denis Clerc, ancien conseiller d'Etat fribourgeois.

Mendicité

Remise de pétition

La pétition demandant l’abrogation de la loi interdisant la mendicité à Genève a recueilli 3400 signatures en quatre mois. Lancée par une vingtaine d’associations et de partis politiques, dont la COTMEC, elle a été remise en avril dernier au secrétariat du Grand Conseil. Premier objectif atteint.

Denis Clerc, ancien conseiller d'Etat fribourgeois.

Le 20 avril passé, une assemblée nombreuse s’est réunie sous les voûtes de la rue de l’Hôtel de Ville de Genève.

Comme pour excuser et camoufler ses réels appétits. Etonnante contradiction ! L’auteur campe bien les antécédents de cette politique en relatant, en particulier, le parcours de James Schwartzenbach à la fin des années 1960. Ce Zurichois voulait réduire drastiquement le pourcentage de la population étrangère en Suisse pour des motifs qui s’apparentaient davantage à la purification ethnique qu’à l’économie. Le jeu de Blocher sera beaucoup plus subtil.

Face à la maison Blocher, Denis Clerc reproche la complicité et la faiblesse des partis gouvernementaux. Il reproche surtout au Conseil fédéral de n’avoir jamais pris en main la politique d’immigration. Ce n’était pas à l’UDC d’interpeller le peuple par referendum sur cette question. Il appartenait au gouvernement de le faire, en sollicitant l’avis du corps électoral sur le modèle économique qui devait prévaloir : un système qui suppose une présence étrangère anarchique et pléthorique, ou alors une économie pauvre en main d’œuvre, mais

riche en technologie. En fait, le gouvernement s’est tu. La politique de l’improvisation, du secret, est largement responsable du gâchis qui fit le lit de l’UDC.

Enfin, il faut relever une réserve dont l’ouvrage, paru en 2009, ne pouvait tenir compte. La maison Blocher ne s’est pas effondrée suite à l’éviction de son chef du Conseil fédéral. Preuve en est le succès que continue de remporter son parti aux diverses élections législatives en Romandie. Faut-il s’en étonner quand se dessine dans presque toute l’Europe le réveil du populisme et du nationalisme ? Avec ou sans Blocher, la Suisse, hélas, ne fait pas exception. ●

Guy Musy

Denis Clerc, ancien conseiller d'Etat fribourgeois.

1 Denis Clerc: La chute de la maison Blocher, Editions de l'Aire, Vevey 2009

Denis Clerc, ancien conseiller d'Etat fribourgeois.

Denis Clerc, ancien conseiller d'Etat fribourgeois.

Denis Clerc, ancien conseiller d'Etat fribourgeois.

toile. C’est un grand acquis de cette initiative dont l’objectif ne se mesure pas tant au nombre de signatures mais à la présence de la problématique dans l’espace public. Un espace qu’il s’agit de continuer à occuper en attendant que la demande de la pétition soit examinée et que les témoins, dont les directeurs de Caritas Genève et du CSP, soient auditionnés. La suite de l’action dépendra beaucoup des réponses qui seront données par le Grand Conseil. « Il n’est pas exclu que nous lancions une initiative si les députés ne prennent pas en considération l’avis des signataires », conclut l’élu socialiste Sylvain Thévoz. ●

Martyna Olivet

50° Anniversaire

Le Mouvement pour la coopération internationale à l’honneur

Christiane Escher, membre de longue date de notre commission, revient sur son engagement au sein du MCI

Christiane Escher, membre de longue date de notre commission, revient sur son engagement au sein du MCI dont elle est une membre fondatrice et qui fête cette année ses 50 ans.

Christiane Escher, membre de longue date de notre commission, revient sur son engagement au sein du MCI

Au début des années cinquante du siècle dernier, quelques grands évènements dans le monde ont soulevé un immense optimisme, parmi eux, la Conférence de Bandung en 1955, suivie de l’indépendance de nombreux pays d’Afrique et d’Asie. D’autres furent inquiétants: la guerre du Vietnam, la guerre d’Algérie, la révolution culturelle en Chine, le débarquement de la Baie des Cochons à Cuba, la construction du mur de Berlin et bien d’autres encore...

Jalons historiques

C’est dans ce contexte que le MCI (Mouvement pour la coopération internationale), est né en 1962, voilà 50 ans. Il a pour origine un groupe de personnes engagées dans la vie politique, dans l’action syndicale, la vie associative de quartier, et pour certaines, des mouvements issus de l’action catholique¹. Ces personnes voulaient s’interroger, cherchaient à comprendre le contexte international en dehors des partis, des syndicats, des églises, sans renier le bien-fondé de ces groupes ou institutions et sans se sentir obligées d’en accepter toutes les prises de position. Les membres de l’organisation naissante décidèrent d’un double engagement :

- soutenir des partenaires des pays du Sud, en partant des besoins des communautés locales, par le biais de projets concrets menant à des changements induits par les acteurs dans leurs propres pays;
- s’engager dans la société civile suisse sur les causes souvent communes produisant du sous-développement au Sud et du sur-développement au Nord.

Un flux d’échanges et d’informations Sud-Nord et Nord-Sud devait promouvoir le respect des personnes et des groupes humains dans leur globalité, pour un développement intégral et solidaire.

Une naissance prolifique

Conscient de n’être pas seul à porter ces préoccupations, le MCI a mené une enquête sur la présence d’autres groupes et ONG à Genève. Une enquête dont l’exploitation a donné lieu à une série de tables rondes qui, à leur tour, ont débouché sur la création de la *Fédération genevoise de coopération* (FGC) en 1966. Celle-ci compte maintenant plus de 60 organisations et les membres du MCI se sont longtemps investis dans les structures internes de la FGC (présidence, commission technique, commission d’information).

Chaque projet mis en œuvre par les partenaires mériterait à lui seul un livre pour tout relater; il y en a eu plus

d’une trentaine -souvent de longue durée- en Argentine, au Brésil, en Colombie, en Haïti, au Pérou, au Timor Oriental, etc². Nous nous sommes apprivoisés les uns les autres, nous avons dialogué, nous nous sommes affrontés, nous avons progressivement pris conscience des multiples modes de pensée des peuples du monde sans forcément nous assimiler.

Les influences

Parmi les auteurs dont la pensée nous a interpellés, citons « Pourquoi sont-ils si pauvres? » de Rudolf Strahm, « Halte à la croissance » du Club de Rome, « Pédagogie des opprimés » de Paolo Freire, ou encore « Serfs de Dieu et maîtres d’Indiens » de Victor-Daniel Bonilla. Tout comme les rencontres avec le Pasteur Bieler, fondateur de la Déclaration de Berne³, l’action avec d’autres groupes humains comme les réfugiés chiliens puis argentins et les requérants d’asile d’hier et d’aujourd’hui. Nous nous sentons proches de *Canes*, d’*Ethos*, de la fondation *Max Havelaar*, de la *Chambre de l’économie sociale et solidaire*...

Pendant ses 50 ans d’histoire, le MCI a essayé d’être fidèle à ses engagements au gré des périodes plus ou moins intenses de l’association.

Et demain?

Aujourd’hui, le MCI fête ses 50 ans : que de mutations, de changements, de bouleversements (de frontières comme de mentalités), de découvertes pourrait-on se remémorer pour relater cette période. Pour nous, c’est à nouveau le moment de nous questionner sur nos priorités d’engagement, que ce soit au Nord ou au Sud.

A cet effet, le MCI a organisé trois débats⁴ en automne et dix-huit de nos partenaires se retrouveront prochainement à Genève, pour un échange d’expériences Sud-Sud, Sud-Nord à travers des ateliers animés pour la plupart par nos partenaires. Ce, afin d’élaborer des solutions sur les problèmes de coopération, que nous espérons ensuite partager avec d’autres ONG suisses. ●

Christiane Escher

Christiane Escher, membre de longue date de notre commission, revient sur son engagement au sein du MCI

Christiane Escher, membre de longue date de notre commission, revient sur son engagement au sein du MCI

- L’Action catholique ouvrière par exemple
- Dans leur grande majorité avec le financement par le canal de la FGC, de la DDC, de la Ville et du Canton de Genève ainsi que de ses communes.
- Dont nous avons soutenu de nombreuses campagnes.
- voir site www.mci.fgc.ch

Le demi-siècle du MCI

Quand des Mapuches récupèrent leurs terres ancestrales

Hayin-Ray Antileo, réfugiée chilienne, devant son domicile à Rio Negro

Fuyant le Chili sous la dictature de Pinochet, Hayin-Ray Antileo est arrivée en Suisse, avec sa mère, en 1977, comme réfugiée. Son père appartient au peuple Mapuche. Au sein du Mouvement pour la coopération internationale (MCI), elle accompagne, avec l’avocate Aneli Valdes, également d’origine chilienne, un projet de récupération de terres ancestrales par des Mapuches de la Patagonie argentine. Le peuple Mapuche – mot qui signifie « les gens de la terre » – vivait depuis des temps immémoriaux dans de vastes régions du Chili et de l’Argentine actuels. Après avoir résisté aux Incas, puis aux colons espagnols, il fut victime, au 19^e siècle, de massacres et spolié d’une grande partie de son territoire. En Argentine, dans la province de Rio Negro, en Patagonie, un « Conseil Assesseur Indigène » (CAI) s’est constitué à partir de 1980, avec pour objectif la récupération de certaines de ces terres ancestrales.

Au début, le CAI entendait y parvenir par des voies légales, car la législation argentine reconnaît aux indigènes la propriété communautaire de leurs terres traditionnelles. De plus, le pays a ratifié la convention 169 de l’OIT sur les droits des peuples indigènes. « Cependant, on n’aboutissait à rien de cette façon. Alors des communautés se sont mises à occuper des terres, d’une manière pacifique, avec le soutien d’avocats pour légitimer leur action », explique Hayin-Ray Antileo.

Il s’agit de démontrer, en recourant à des documents et à la mémoire des habitants, que ces terres faisaient partie du territoire ancestral de ces communautés, ce que, bien sûr, ne reconnaît pas le cadastre officiel. Une partie d’entre elles se trouvent entre les mains de latifundistes. « Il n’y a pas toujours un propriétaire et quand il y en a un, il ne vit souvent pas sur place et il arrive même qu’il soit décédé. Par ailleurs, beaucoup de ces terres ne sont pas cultivées. »

Est-ce qu’il y a une réaction des latifundistes? « Oui, sans cesse. Ils s’appuient sur les autorités locales pour faire en sorte que les communautés partent de l’endroit qu’elles convoitaient. Ces derniers temps, on voit plus de réactions de ce type, car le mouvement a grandi, les revendications sont plus nombreuses et donc on dérange. » Cela génère-t-il de la violence ? « Pas du côté des Mapuches, ils mènent une lutte pacifique. Il peut y avoir de la violence de la part de la police, d’autant que derrière tout cela, on trouve du racisme. »

La terre n’est pas qu’un bien économique
Plus de 200 000 hectares ont déjà été récupérés, sous l’égide du CAI, par une bonne vingtaine de communautés. « Avant une opération de récupération, il y a tout une période de formation et de reprise de conscience de la culture. Il s’agit de savoir pourquoi l’on veut ces terres. Par



exemple, pour y célébrer des rites religieux, organiser des fêtes, des jeux, des événements culturels... La terre n’est pas seulement un bien économique, pas du tout. Si on la travaille, c’est pour l’autosubsistance. Elle permet de vivre, mais on ne va pas l’exploiter à la manière capitaliste, produire pour s’enrichir », souligne Hayin-Ray Antileo.

« Si la communauté connaît l’élevage des chèvres, elle se prépare à se lancer dans cette activité, si elle se compose d’agriculteurs, elle examine la possibilité de planter des pommes de terre ou autre chose. Avant de récupérer la terre, on étudie quelles activités l’on pourra exercer, en respectant l’environnement », ajoute-t-elle.

Il s’agit aussi de faire connaître aux Mapuches leurs droits en tant que peuple indigène et de défendre ces droits devant les instances provinciales et nationales ou devant l’opinion publique. On cherche pour cela, entre autres, d’une émission hebdomadaire dans une radio nationale. Tout un travail de lobby est effectué. Il y a aussi des groupes de soutien qui comprennent des troupes de théâtre, des défenseurs des droits de l’homme, des chercheurs, des juristes...

Va-t-on reprendre tous les territoires autrefois occupés par les Mapuches ? « Bien sûr que non! Des villes ont été bâties en certains endroits. On ne va pas attaquer un autre peuple. On cherche à récupérer les terres plus ou moins vides. Le Conseil Assesseur Indigène n’a pas déterminé la superficie revendiquée. On ne cherche à obtenir que ce qui est nécessaire, ce dont on a besoin ». Le MCI soutient le CAI, avec une subvention de la Fédération genevoise de coopération (FGC). ●

Propos recueillis par Michel Bavarel

L'économie solidaire

Une Visitation au quotidien

Dans son livre intitulé « Le goût de l'autre », sous-titré « La crise, une chance pour redécouvrir le lien », l'économiste Elena Lasida nous invite à repenser le terme « économie ». Plaçant au second plan les biens et la richesse monétaire, elle nous propose d'approcher l'économie sous l'angle de la rencontre. De la considérer prioritairement comme une source de richesse relationnelle.

L'auteure, également théologienne, consacre un chapitre à l'économie solidaire en s'appuyant sur le récit de la Visitation (Luc 1,39-56). Cela pour démontrer comment cette forme d'économie déplace « les besoins de base de la personne (santé, alimentation, logement...) vers une dimension plus existentielle, celle de la qualité relationnelle de la vie. »

Le récit de la Visitation est d'abord une histoire « d'entraîlles ». Deux femmes enceintes échangent des paroles de bénédiction et d'émerveillement après avoir senti leur ventre tressaillir au moment de leur rencontre. Leur grossesse n'était ni prévue, ni attendue (l'une n'était pas mariée et l'autre avait dépassé l'âge d'enfanter). Mais leur reconnaissance mutuelle transforme les futures naissances en bonnes nouvelles. Une situation fragile, accompagnée du goût pour l'autre, a rendu cet échange possible. Trois phrases pour résumer: un courant qui passe, une attente qui dépasse, une reconnaissance qui surpasse.

L'Agora (Aumônerie genevoise œcuménique auprès des requérants d'asile) est un lieu parmi d'autres où, quotidiennement, les rencontres entre bénévoles et exilés peuvent se transformer en moments de « Visitation ». Témoignages:

« Pourquoi faire du bénévolat ? me suis-je souvent demandé alors que j'étais encore actif. Mon travail mérite un salaire, et personne ne se dévoue pour moi ! Pourtant, parvenu à la retraite, j'ai trouvé dommage

d'abandonner ma passion de l'enseignement et j'ai « tâté » du bénévolat. J'enseigne, maintenant, à des requérants d'asile. J'ai découvert non seulement des élèves supermotivés, ce qui me change de l'enseignement public, mais surtout des êtres humains tellement désireux d'apprendre notre langue, moyen d'intégration essentiel, et tellement reconnaissants de notre collaboration qu'ils sont devenus des amis. Et même des amis indispensables, tant je me sens bien au milieu d'eux et tant ils m'apportent de richesses humaines. » *Albert, enseignant bénévole de français.*

Mon pays est une ancienne colonie française. La langue française fait partie de son histoire. C'est pour cela que j'apprends le français, pour mieux comprendre l'histoire de mon pays. Chez moi, ce n'était pas possible. Je suis né au village et je n'ai pas pu étudier. Ici, je le peux. J'ai commencé tout doucement. J'ai d'abord appris: a, b, c... , puis j'ai commencé à lire des mots. Comprendre quelques mots dans un livre, c'est déjà une grande joie ! Cela donne du courage pour continuer. Un jour, le professeur de l'Agora, Monsieur Nelson, m'a offert le livre qu'il utilisait pour enseigner. Cela a encore augmenté mon courage. Je n'ai pas reçu l'asile et j'ai finalement accepté de repartir chez moi. Mais je vais rentrer avec quelque chose qui m'aidera à comprendre mon pays. *A, requérant guinéen.*

Un mercredi matin où, comme d'habitude, je m'occupais des enfants, je me suis tournée vers C. qui jouait avec le petit train en bois. Je lui ai demandé « ça va bonhomme ? ». Il m'a regardé fixement, il s'est levé et m'a serré fort dans ses bras. Puis, il m'a souri et est retourné jouer sans dire un mot. Ce geste, je ne l'oublierai jamais... cela m'a énormément touchée. Surtout venant de lui qui n'est pas très démonstratif en affection. Cet instant muet était bien plus fort que des mots. C'est là que ma présence à l'Agora prend tout son sens et que je réalise comme c'est

important que chacun puisse avoir sa place. *Mélinda, stagiaire.*

Je vis seule avec deux petits enfants. Ma situation est très précaire car je touche seulement l'aide d'urgence. Pourtant, je me dis que j'ai de la chance car j'habite au-dessus des locaux de l'Agora. Toutes les personnes de l'Agora sont bonnes avec moi. Elles me sourient, m'écoutent, me consolent et me donnent du courage. Chaque jour, je vais à l'aumônerie. Parfois, juste pour dire: « Bonjour ! ». Quelquefois je fais du pain et j'en apporte à l'Agora. Ils aiment beaucoup mon pain ! Cela me remplit de joie. Moi aussi je peux partager quelque chose de bon. *K, jeune femme kurde de Turquie.*

Dix-huit mois déjà que je donne un cours de français (c'est un bien grand mot !) à un monsieur africain non-scolarisé mais possédant la prestance d'un sage. C'est une aventure... jamais je n'avais donné de cours de français... ni de cours de mime ! Pourtant, c'est avec des gestes que, pendant des mois, nous avons avancé mutuellement. J'apprends des choses sur son pays et je commence à comprendre les structures de sa langue tellement différente du français. Je ne m'attendais pas à ce que cela dure si longtemps. J'ai souvent improvisé, à l'aide d'images. Que de fous rires partagés, particulièrement lorsque, à mon tour, j'essaie de parler tigrinya. Aujourd'hui, cette personne comprend un peu le français, connaît de nombreux mots, mais ne peut encore former des phrases. Pourtant, je suis convaincue que nous avons beaucoup progressé ensemble dans la connaissance de l'humanité. *Christiane, bénévole à l'accueil. ●*

Propos recueillis par Nicole Andretta, aumônière à l'Agora

1 Editions Albin Michel, Paris 2011. Elena Lasida enseigne l'économie solidaire et le développement durable à l'Institut catholique de Paris

Hommage

Monique Ribordy nous a quittés

Une femme libre qui fut une figure engagée de l'Eglise catholique genevoise.

« Lorsqu'on est cinq en famille, la pièce de 5.- ne vaut plus qu'un franc. » Monique Ribordy aimait ce genre de petites prises de conscience liées au quotidien. Pour elle, le mot « solidarité » n'était pas qu'un concept idéologique ou théorique. C'était une réalité à vivre au quotidien: dans le partage de la vie de tous les jours avec ses proches, comme dans la réflexion et l'action solidaire à l'échelle de la « famille humaine ».

Monique nous a quittés le 17 mai dernier, à l'âge de 90 ans. Née d'une famille campagnarde genevoise,

mère de trois enfants, elle a fortement marqué de son empreinte l'Eglise à Genève. Engagée très jeune dans l'action catholique, mouvement social chrétien, elle fit partie de cette génération de laïcs qui prirent au sérieux l'espérance suscitée par le Concile Vatican II, dès le début des années '60. Elle avait alors la quarantaine.

Elle fut très proche de l'abbé Charles Devaud, récemment décédé lui aussi, qui a été l'un des artisans majeurs de la concrétisation des innovations issues de Vatican II dans l'Eglise catholique genevoise. Avec ce dernier et Pierre Dufresne, ancien rédacteur en chef du Courrier, ils furent, en 1968, parmi les pionniers fondateurs de la COTMEC. La priorité accordée au plus faible, à l'opprimé, à la lutte contre tout ce qui asservit l'humain, était pour Monique une exigence de foi. Le Concile avait souligné que, sans cette priorité, l'Eglise risquait de passer à côté du message essentiel du Christ qui avait choisi d'être aux côtés des opprimés. Avec la COTMEC, Monique se faisait forte d'interpeller l'Eglise, sa hiérarchie et tous les chrétiens pour qu'ils cherchent ensemble des solutions pour un monde assurant à chacune et chacun sa dignité inaliénable.

Dans cette même veine, Monique a toujours plaidé pour une meilleure reconnaissance du rôle des femmes dans l'Eglise. Elle fut elle-même appelée à devenir la première femme présidente du Conseil exécutif de l'Eglise catholique à Genève. Elle s'y illustra notamment par son action en faveur de l'œcuménisme et de la participation des laïcs. Elle se mobilisa par la suite encore dans la promotion d'une formation théologique ouverte à tous avec l'AOT, Atelier œcuménique de théologie, ou encore dans le social, avec l'Association Catholique d'Action Sociale et Educative (ACASE).

Je garde de Monique l'image d'une femme dont la vie a été enracinée tant dans sa prière quotidienne que dans l'action. Elle était devenue aveugle durant les dernières années de sa vie. Son regard intérieur était cependant toujours ouvert sur l'Essentiel. A sa famille, à tous ses proches, nous disons notre profonde amitié. ●

Dominique Froidevaux

Recension

Le journal de Noé

Nous abordons régulièrement dans nos colonnes le thème « Spiritualité et Ecologie ».

Entreprendre la lecture du dernier roman de Jean-Daniel Robert, notre ami assistant pastoral responsable de la Pastorale familiale, c'est une façon décalée, surprenante, de réfléchir sur la « Sauvegarde de la Création ».

Noé est un personnage dans lequel on se reconnaît d'emblée. Ni héros ni zéro, il est attaché au bon sens terrien. Et lorsque le dérèglement climatique s'emballe, dans un temps situé à une vingtaine d'années au plus, il transhume vers son refuge de montagne. Habitué à vivre simplement, ou mieux, ayant choisi depuis toujours d'être connecté à la nature et à son respect, il aura les ressources nécessaires pour survivre, avec son amie et quelques semblables, alors que la majorité de ses contemporaines, pour qui la connexion était devenue exclusivement virtuelle, vont sombrer dans les flots.

Ce renversement des forces de survie fera du bien à toutes celles et ceux qui font acte de résistance à cette dictature du « tout, tout de suite et partout » ou qui se sentent parfois dans l'emballage de la vie moderne comme dans une jungle.

Par son récit, et malgré quelques exagérations et traits caricaturaux, Jean-Daniel Robert nous invite à planter nos racines sur son lopin de terre et à déployer nos branches vers les cieux. Dans notre lecture, nous passerons d'allégories de l'Apocalypse, de l'Exode, de l'Arche de Noé au Jardin d'Eden. Mais les nouveaux Adam et Eve sauront-ils engendrer un autre monde ? ●

Roland Pasquier

**Le journal de Noé
Chronique du vieux refuge
Jean-Daniel Robert
Editions Encre Fraîche**



Édito

La course au « pire-disant »

Des camps d'internement pour les « récalcitrants », la suppression de l'aide sociale pour les personnes en procédure, la non-reconnaissance de la désertion comme motif d'asile, la diminution des forfaits accordés aux cantons pour les « déboutés » (afin que ces cantons augmentent encore la pression pour les faire partir), la limitation de l'« aide d'urgence » à quatre mois, de nouvelles restrictions au regroupement familial...

À l'heure où j'écris, le débat au Conseil national n'a pas encore eu lieu et l'on ignore lesquelles de ces mesures, ou d'autres, seront finalement adoptées. Il n'empêche que des partis politiques et des parlementaires ont déjà fait déferler une avalanche de propositions pour dresser encore plus d'obstacles devant ceux qui ont l'outrecuidance de demander la protection de notre pays. On a rivalisé d'imagination – malsaine – pour inventer toutes sortes de moyens de se débarrasser d'eux. On s'est lancé dans une course effrénée et insensée au « pire-disant ». Et qu'importent les droits de l'homme ou les conventions internationales !

Pourtant, seuls 0,84% des habitants de la Suisse relevant du domaine de l'asile à fin 2011. L'« afflux », l'an dernier, s'est limité à moins de la moitié de ce qu'il était durant la guerre des Balkans. Plus de 80 % des réfugiés de la planète se trouvent dans des pays du Sud, dont 1,9 million pour le seul Pakistan. Alors ? Oui, mais bien sûr ! C'est un cas typique de mise en œuvre du système du bouc émissaire.

Un système utilisé pour rétablir la paix dans une société en proie à des tensions. Et qui a besoin, pour bien fonctionner, d'une certaine unanimité (si vous avez entendu la voix des opposants à ce nouveau durcissement, c'est que vous avez l'oreille fine). Le bouc émissaire nous permet, tandis que nous sommes occupés à nous acharner ensemble sur lui, d'oublier ce qui nous oppose et nous inquiète. Ou nous angoisse.

Ce qui nous angoisse ? La crise, bien sûr. Et, au-delà, le sentiment encore confus d'une menace imminente sur notre mode de vie et même sur l'avenir de notre espèce. L'état de la planète se dégrade à grande vitesse, avertit le Programme des Nations Unies pour l'Environnement, à la veille de Rio +20. Et Dennis Meadows, l'un des auteurs du célèbre rapport du Club de Rome paru il y a tout juste 40 ans, ajoute¹: « La croissance va s'arrêter. Dans les vingt prochaines années, vous verrez plus de changements qu'il y en a eu depuis un siècle. Et ces changements ne se feront pas de manière pacifique ».

Éclairage

Tourisme...

Tourisme solidaire, avez-vous dit ? Ne serait-il pas plutôt « solitaire » ? Tourisme d'évasion, comme le suggère votre agence préférée. Aux Canaries ? Aux Maldives ? Aux Seychelles ? Enfin seul ! Ou presque, avec, à la rigueur, celui ou celle que l'on supporte encore. Et les indigènes à nos pieds.

Mais nous sommes pieux. Nous voilà partis en croisière confortable sur les pas de saint Paul, de saint Tryphon ou de saint Eustache. Un aumônier à bord nous rassure et donne le change. Quelques « Ave » égrenés ci et là protègent nos vacances.

Vous préférez le tourisme de découverte ? Pour satisfaire votre fibre intellectuelle ? Parlons plutôt de notre curiosité exotique. Et nous voilà devenus intrus et voyeurs, piétinant des espaces sacrés, violant les secrets d'un peuple qui ne nous a pas invités.

Ah non, protestez-vous, quand je voyage, c'est pour faire sortir de la misère « les damnés de la terre et les forçats de la faim ». Bien sûr, vous n'en êtes plus à distribuer aux « petits Noirs » qui courent derrière vous des bics sans cartouche et des bonbons tirés du sac offert par votre voyageur. Votre généreuse ingéniosité vous amène plutôt à financer le forage d'un puits, le toit d'une école ou l'installation d'un moulin à sorgho. Mais, ces beaux projets ont-ils germé dans la tête de ceux que vous voulez aider ou les avez-vous imposés à vos protégés ?

Le tourisme solidaire ne serait-il pas plutôt la rencontre gratuite et désintéressée, sans dividendes à la clé ? Accueillir un paysage, une fleur, un visage, sans chercher à le photographier. Ecouter le chant d'un griot, sans vouloir l'enregistrer. Passer de longs moments de silence à se laisser surprendre par l'inédit et l'indicible. Finalement, apprendre à aimer l'autre dans sa différence et se laisser aimer.

Guy Musy

À cette échelle, cette Xème salve contre ce qui reste du droit d'asile – aussi cruelle soit-elle pour les intéressés – paraîtra bientôt dérisoire. ●

Michel Bavarel

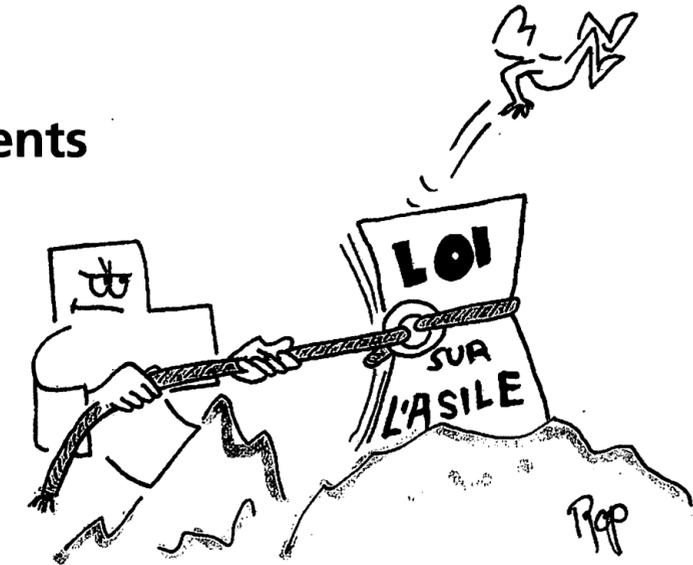
1 Dans une interview accordée au journal « Le Monde » du 26 mai dernier. Le rapport du Club de Rome, de 1972, était intitulé *Les Limites à la croissance*.

Les Journées du réfugié

Opposer la solidarité aux durcissements de la loi

En Suisse, le climat se durcit envers les requérants d'asile. Les préjugés et les diffamations concernant les requérants venus notamment d'Afrique du Nord ou d'Erythrée sont à l'ordre du jour. Des attitudes et un discours encore impensables voici seulement quelques années semblent même être devenus une sorte de «nouvelle normalité». Ils s'accompagnent de désignations à l'emporte-pièce, souvent diffamatoires, qui visent des groupes entiers de population: «réfugiés économiques», «touristes de l'asile», «requérants criminels», etc.

Or, il faut relever que la proportion de requérants d'asile en Suisse correspond à moins de 1% de la population et que le pays en avait accueilli nettement plus dans les années 90, au moment de la crise des Balkans. Pourtant, pratiquement tous les partis réclament aujourd'hui un durcissement plus ou moins important de la loi sur l'asile, et ce précisément sur les points qui touchent le plus les personnes nécessitant une aide, à savoir le regroupement familial, les procédures aux ambassades, l'aide sociale. Même la classe politique n'hésite plus à réclamer des «camps d'internement» et des «villages de requérants d'asile», ni à vouloir isoler et emprisonner les «requérants d'asile récalcitrants», une catégorie qui englobe celle ou celui qui se fait par exemple «attraper» sans titre de transport valable. On cantonne les personnes dans des «abris» de montagne, à l'écart de la société, ou dans des abris souterrains de la protection civile, où il n'y a rien d'autre à faire que d'attendre la réponse des autorités.



Dans ces circonstances, il est d'autant plus important pour l'OSAR (Organisation suisse d'aide aux réfugiés) que la société civile en Suisse ne baisse pas les bras et saisisse chaque occasion qui se présente d'exprimer sa solidarité avec les personnes qui sont venues dans notre pays pour fuir des persécutions et trouver du soutien. S'engager pour elles revient à défendre les droits humains, notamment le droit à l'instruction, au travail, à la famille, à la nourriture et à la participation à la vie culturelle. Il s'agit avant tout de penser à ce qui facilite l'insertion sociale des réfugiés. L'intégration professionnelle est une bonne base. Les réfugiés ont des compétences et une expérience qui constituent un enrichissement pour notre société. La condition nécessaire à une intégration réussie est l'égalité des chances non seulement dans le travail, mais aussi dans la formation, le logement et les loisirs. Si nous entretenons des contacts avec les différents groupes de population et que ceux-ci les cultivent aussi entre

eux, cela encourage au dialogue et à l'intégration. Par contre, le fait de souligner obstinément les différences sociales et ethniques aboutit à une société segmentée qui met des personnes à l'écart. La campagne de l'OSAR et de ses partenaires, lancée lors des Journées du réfugié de juin, veut encourager la population suisse à avoir une perception plus nuancée et positive des réfugiés, ceci en travaillant avec les médias qui d'ordinaire diffusent largement les images et les discours diffamatoires. Les Journées du réfugié adressent un signe de solidarité et démontrent par d'innombrables activités, fêtes, concerts et rencontres organisés dans tout le pays, que de nombreuses personnes sont sensibles au sort des personnes persécutées. ●

René Worni, OSAR, Juin 2012



Vacances avec conscience

Tourisme et droits humains

A l'aube des grandes vacances, un record est atteint: jamais dans l'histoire de l'humanité nous n'aurons autant voyagé qu'en 2012! L'Organisation Mondiale du Tourisme prévoit, pour la première fois, un milliard de voyageurs transnationaux. La possibilité pour un si grand nombre de partir à la rencontre de l'autre et de réaliser un échange culturel et économique peut paraître une chance. Cet enthousiasme ne doit toutefois pas faire oublier que seule une minorité privilégiée (3 à 5% de la population mondiale) peut s'offrir un voyage international. Autre ombre au tableau, l'industrie touristique mise toujours sur une croissance perpétuelle et une concurrence acharnée sur les prix, pratiques souvent incompatibles avec la préservation de l'environnement et le respect des droits humains.

Violations touristiques des droits humains

Derrière la carte postale idyllique de mer turquoise à l'infini, de détente sur un transat ou d'aventures exotiques se cache la face obscure du tourisme. Dans les pays du Sud, il n'est pas rare que les infrastructures et les activités touristiques provoquent la destruction d'écosystèmes et de milieux de vie pour les populations locales: les déplacements de villages entiers, sans indemnisation équitable, se constatent. Si elles ne sont pas évacuées de force, certaines communautés paysannes se retrouvent privées de ressources, comme l'eau détournée pour l'arrosage de golfs ou la consommation de parcs de loisirs géants, et partent chercher ailleurs de quoi assurer leur subsistance. A noter aussi le non-respect récurrent de la sphère privée des autochtones, lorsque des touristes déversés d'un bus envahissent un village et photographient chacun, faisant même crépiter leurs flashes à l'intérieur des maisons ou des lieux sacrés.

Les conditions de travail dans ce secteur sont aussi parfois sujettes à caution: salaires insuffisants, manque de liberté syndicale, inégalité de traitement entre hommes et femmes. Pire encore, au Myanmar, beaucoup

d'infrastructures touristiques ont été bâties en recourant systématiquement au travail forcé des minorités ethniques. S'y ajoute le douloureux constat de l'importance de l'exploitation sexuelle des enfants: 200 000 personnes seraient adeptes du tourisme sexuel sur mineur, selon l'Unicef. Sa récente étude sur le Kenya révèle que presque un tiers des filles âgées de 12 à 18 ans s'y prostituent, et que les touristes suisses se classent au 4^e rang de leur clientèle.

Un autre tourisme possible ?

Différentes associations réclament et mettent en œuvre des changements dans le tourisme à destination des pays du Sud. Elles demandent que les voyageurs incluent dans leurs catalogues des informations sur la situation socio-politique et le respect des droits humains; cela constituerait un moyen de pression sur les gouvernements des pays touristiques. Elles luttent aussi sur le plan légal, où le principe de «due diligence» contenu dans le rapport de John Ruggie s'applique aussi aux entreprises touristiques, mais n'est hélas pas contraignant. Dans la pratique, ce principe signifie que les tours opérateurs doivent notamment contrôler, auprès de leurs partenaires, que les conditions dans lesquelles travaillent leurs employés soient satisfaisantes, qu'ils s'engagent activement contre l'exploitation des enfants et qu'ils ne soutiennent pas de régime dictatorial.

Parmi ces associations, citons le Groupe de Travail Tourisme et Développement, qui propose sur son site «Equité en voyage» une optique différente du tourisme et livre les «cinq règles d'or à emporter dans son bagage». Autre initiative intéressante, Tourism for Help¹, organisation qui promeut le tourisme responsable et dont la vice-présidente, Isabelle Lanfranconi-Lejeune nous accorde une interview exclusive. ●

Hélène Bourban

1 www.tourismforhelp.com

Interview d'Isabelle Lanfranconi-Lejeune

Voyageons autrement

L'association Tourism for Help (TfH) est née à Genève en 2004: Quelle est sa vision fondatrice ?

TfH œuvre pour la promotion d'un tourisme responsable contribuant au développement économique dans des régions défavorisées du Sud et souhaite que l'impact du tourisme soit conséquent en termes économiques, tout en préservant les richesses naturelles et humaines trop souvent oubliées quand le tourisme de masse vient dénaturer une région. Elle favorise également l'échange de connaissances entre voyageurs et populations locales.

Comment mettez-vous en œuvre cette vision ?

TfH n'organise pas de voyages ni de circuits. Elle met ses connaissances et son réseau à disposition des acteurs du tourisme solidaire pour qu'ils puissent organiser des voyages ouverts à la rencontre des populations et participent de façon solidaire au développement économique local. Par exemple, au Mali et au Cambodge, deux centres de formation en hôtellerie et restauration font office de point d'ancrage pour la sensibilisation aux possibles bienfaits du tourisme solidaire. Une porte d'entrée qui peut dévoiler, ensuite, un monde à découvrir par les populations elles-mêmes.

Les projets de TfH peuvent diminuer l'émigration, car ils amènent une ressource créatrice d'emplois et de revenus à l'endroit même où les besoins sont les plus importants. Ainsi, les liens entre villages et cultures sont préservés. Notre association se positionne aussi comme incubateur de micro-projets, vite appropriés par les populations locales, pour ensuite générer d'autres activités apparentées. Ces activités doivent être initiées et soutenues par des organisations locales. Les efforts se concentrent aussi sur la place des femmes dans les projets de développement, car elles sont encore trop laissées pour compte, surtout en région rurale, alors qu'elles tiennent un rôle central au sein de la vie communautaire.

TfH s'engage aussi à travers la sensibilisation et l'information auprès du grand public, notamment à Genève: elle a créé le jeu de société PAZAPA et une exposition photo thématique «Voyageons autrement... vers les autres». Elle se positionne en tant que plate-forme fédératrice du tourisme responsable en Suisse romande et en France, participe aux événements importants liés au développement durable et diffuse un large plaidoyer dans les médias.

Le tourisme responsable parviendra-t-il à s'imposer face à l'industrie touristique de masse ?

Notre association se positionne clairement contre le tourisme de masse à cause des problèmes environnementaux, sociétaux, etc. que ce type d'activité entraîne sur le moyen et le long terme. Le tourisme responsable, bien que perçu encore comme un «marché de niche», connaît toujours plus d'adeptes. Les visions gouvernementales et les programmes d'aide au développement commencent

à prendre en considération l'impact du tourisme responsable dans les pays du Sud. Une clientèle qui ne veut plus «bronzer idiot» et souhaite surtout «voyager utile» voit le jour. Les petits donateurs veulent devenir les vrais acteurs de l'aide qu'ils veulent apporter (volontariat, congés solidaires, etc.). Le commerce équitable a mis quelques années à s'imposer et nul ne doute désormais de ses incontournables bienfaits. Nous sommes convaincus que l'on comptera très bientôt avec le tourisme responsable pour satisfaire une «clientèle» de plus en plus soucieuse de l'empreinte laissée par son temps libre! ●

Propos recueillis par Hélène Bourban

Vacances pour donateurs

Si les ONG humanitaires peuvent compter sur l'émotion provoquée par l'urgence d'une catastrophe pour lever des fonds, celles œuvrant dans le champ du développement misent sur une proximité entre les donateurs et les bénéficiaires afin de pérenniser leurs activités. Un nombre croissant de celles-ci proposent donc des voyages organisés vers les pays du Sud, afin que des particuliers puissent voir de leurs propres yeux les projets mis en œuvre grâce à leur soutien financier.

Ces touristes d'un nouveau genre dédient la majorité de leur séjour à la visite de villages reculés, où ils rencontrent des personnes extrêmement démunies, dialoguent par interprètes interposés afin de s'enquérir de leur mode de vie et observent leur environnement. Les participants payent les frais de leur voyage, mais aucune autre contribution ne leur est demandée. Nul besoin, les ONG pionnières dans ce type d'activité ont constaté qu'à l'issue d'un tel voyage, les participants offrent des dons supérieurs et plus réguliers, pour certains durant le reste de leur vie.

Face à la croissance de ce tourisme à vocation de recherche de fonds, de légitimes questions se posent. Est-ce progresser dans l'entre-connaissance et la création d'une humanité solidaire que de rentrer la bouche pleine de beaux stéréotypes relevés dans des interviews: «les enfants sont sales mais très heureux, ils sont vraiment accueillants, j'ai joué avec un petit garçon si mignon et intelligent»? Ces rencontres peuvent-elles être authentiques et sincères, au vu de l'énorme déséquilibre existant entre ces voyageurs et les communautés locales? Est-ce nécessaire d'organiser des «safaris de la pauvreté» pour susciter l'émotion qui délie les bourses? Ne vaudrait-il pas mieux rendre justice à ces populations démunies plutôt que se soulager la conscience lors de ses vacances? Les ONG qui proposent ces voyages sont conscientes de ces critiques, mais les balayent en avançant qu'ils permettent d'augmenter l'empathie, la connaissance des réalités du Sud et d'asseoir leurs bases financières. ●

Hélène Bourban



Invité

Mgr Romélus: l'espoir meurt en dernier

Mgr Willy Romélus est une figure de la défense des droits humains en Haïti familière des lecteurs du Cotmec-info. Certains se souviendront de notre soutien à sa candidature au titre de prix Nobel de la Paix. D'autres, de son rôle d'aiguillon critique dans l'élaboration de l'ouvrage Haïti ton cri ne sera pas étouffé. La sortie de son livre Espérer contre toute espérance¹ nous a donné l'occasion de le recevoir à Genève, le 10 septembre dernier, aux côtés de Caritas-Genève et de l'ECR. Témoignage.

L'espoir meurt en dernier, Mgr Romélus, évêque émérite du Diocèse de Jérémie où il officia pendant 46 ans, peut le dire haut et fort. A 81 ans passé, revenu depuis trois ans habiter la maison qui l'a vu naître, Willy Romélus est venu témoigner de la retraite active qu'il mène, dédiée à la poursuite de la mission du Christ. Pour lui, «le chrétien est un autre Christ qui doit assumer le message d'Isaïe.» A sa suite, il doit continuer

sa mission de porteur de bonne nouvelle et de libération des opprimés. « Quand on va dans le sens de la libération et de l'espoir, on a le Christ avec soi », ajoute l'évêque qui réfute avoir jamais fait de la politique, « je n'ai jamais fait que prendre des positions évangéliques. »

Parole au peuple

Mgr Romélus a souvent été qualifié comme « la voix des sans-voix » des chrétiens d'Haïti. L'homme d'Eglise a inlassablement dénoncé les atteintes aux droits humains, au péril de sa propre intégrité physique, lui qui fut jadis menacé et même emprisonné pendant de courtes périodes. Il constate une évolution positive dans la conquête de la liberté d'expression du peuple haïtien. « Jusqu'au milieu des années 80, les gens ne parlaient pas: les rassemblements étaient interdits et l'Eglise était ce lieu de prise de parole très écouté. Maintenant que la parole est libérée, les gens peuvent continuer eux-mêmes sur cette voie. L'Eglise ne

parle plus pour le peuple, le peuple parle pour lui-même. » Mais, ajoutez-il « j'ai toujours protégé l'Eglise, comme celle-ci nous a protégés. En Haïti, le slogan « L'Eglise c'est nous, nous sommes l'Eglise » est venu vingt ans avant l'Europe. »

Changements consolateurs

Quand arrive l'incontournable question sur ce qui peut être source d'espoir en Haïti, pays sur lequel le sort semble s'acharner, Willy Romélus évoque les petits changements consolateurs: la reprise de la formation des jeunes dans la commune de Jérémie, son ancien diocèse, l'augmentation constante du nombre de prêtres, etc. « Les pays développés ont peu de vocations, observe-t-il, on s'y arrête sur l'avoir. En Haïti, la foi est très présente, on prie beaucoup, et ceci dans toutes les Eglises. » Tout ce qui va dans le sens d'une décentralisation vis-à-vis de la capitale, Port-au-Prince, lui semble aussi très positif.

Patience et solidarité

L'espoir, pour Mgr Romélus, se trouve aussi dans le sentiment d'unité qu'il a cultivé au sein de la jeunesse haïtienne dès les débuts de son mandat. Il se souvient avec force de l'année internationale de la jeunesse, en 1985, qui avait rassemblé pour la première fois à Jérémie les jeunes de tous les diocèses d'Haïti. Cette solidarité qui mobilise la jeunesse est une force aussi solide que l'espérance et la foi. Ce qui vaut pour chaque jeune d'Haïti vaut aussi pour l'ensemble de la population. « Lors de la dictature de Duvalier-fils tout était fait pour diviser les Haïtiens, avec beaucoup de souffrance à la clef, ajoute Mgr Romélus. Or, une famille ne peut porter du fruit que si elle est solidaire. Une maison divisée est une maison affaiblie. Les Haïtiens veulent un avenir meilleur. Ils cultivent pour cela trois vertus: la patience, la patience et encore la patience. » ●

Martyna Olivet

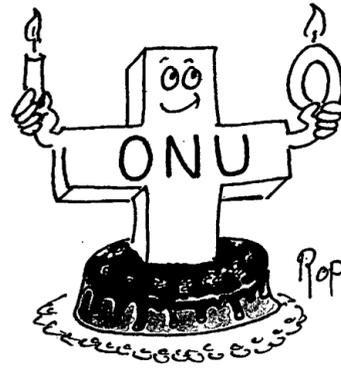
Espérer contre toute espérance, éditions Nestor, juin 2012, 175 pages. Commande: secrétariat de la COTMEC au 022 708 00 78

Anniversaire

Une onusienne de 10 ans

Dix ans que la Suisse fait partie du monde! Lorsque le peuple helvétique a plébiscité l'adhésion à l'ONU, les opposants étaient principalement inquiets parce que notre pays allait y perdre sa neutralité, voire son âme. C'était confondre neutralité et inaction.

Au moment de souffler les 10 bougies, force est de constater qu'il n'en est rien. Par contre, la Suisse a pu participer à tous les débats, traiter tous les sujets empoignés par l'Assemblée. Elle a même présidé cette dernière en la personne de Joseph Deiss.



Dans le concert des nations, notre pays fait entendre sa voix. Modestement, bien sûr, proportionnellement aux mesures de son territoire et de sa population. Et, certes, on voudrait que le « Machin » (ainsi que le Général de Gaulle nommait l'institution) ait moins ce côté « machine » qui fait que toute décision est lente et compliquée. Mais c'est le revers de la médaille-concertation, revers que nos instances politiques connaissent bien.

A l'heure où les enjeux dépassent largement les frontières des pays – pensons aux menaces climatiques, au développement durable, à la lutte contre le terrorisme, à la santé, etc. – les défis ne peuvent être relevés que par des nations unies. Plus qu'à défendre leurs propres intérêts, les gouvernements sont appelés à viser l'intérêt supranational qui seul peut garantir la survie de la planète et de ses locataires.

En cela, chaque pays, au sein de l'ONU doit faire preuve de... neutralité.

La Suisse peut montrer la voie. Bon anniversaire! ●

Roland Pasquier

Agenda

14 OCTOBRE
Journée du refus de la misère à Genève
Organisée par le Collectif 17 octobre, sur le thème « la misère est une violence, refusons-la! ». Accueil dès 10h30, début des Cercles de conversation à 11h, suivis d'un brunch convivial.
13h30: brève présentation du projet du 25^e anniversaire.
De 14h00 à 17h00: différentes animations par les Créateliers et Tapori.
Lieu: Espace Solidaire Pâquis (49 rue de Berne)

27 OCTOBRE
« Gagner assez... salaire minimum, salaire juste? » à Yverdon
3^e forum œcuménique romand du monde du travail, avec Yves Defferrard (Unia) et Dominique Froidevaux (Caritas), de 9h30 à 16h30.
Plus d'informations sur www.cotmec.ch

1-3 NOVEMBRE 2012
Symposium du Cetim
Trois jours de réflexion sur le thème « A qui profitent les traités de libre-échange? »
Lieu: Genève, Maison des associations, 15 Rue des Savoises.
Plus d'informations sur www.cotmec.ch

Libre tribune

A vos plumes!

En cette rentrée, nous souhaitons vous rappeler, chères lectrices et chers lecteurs, que vos lettres sont toujours les bienvenues et seront publiées avec plaisir. Une brève suscite un commentaire? Un article vous irrite ou vous engage dans une réflexion à partager? N'hésitez pas à prendre votre plume!

L'équipe de la rédaction

JAB
1200 Genève 2

Cotmec - Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tél. 022 708 00 78
info@cotmec.ch, www.cotmec.ch
CCP: 12-21951-1

Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Genève
Maquette: Pascale Castilla
Mise en page: Simone Kaspar de Pont

Edito

Tyrannie des plaisirs



Je regarde mes enfants, grâces, se glisser dans les eaux orangées par le soleil couchant. Moment magique bientôt effacé par le temps qui marquera le passage à l'automne. Regard ému devant ces Timouns¹ à peine nôtres, déjà autres. Leur éducation est un défi constant. Autant je me plais à qualifier le temps de l'enfance d'âge de l'innocence, autant je fulmine contre l'omniprésence des sollicitations de consommation à l'égard des jeunes enfants. De l'entrée de la piscine au bureau de poste, de la caisse du supermarché au hall du musée, chaque recoin semble être propice à déployer moult plastiques colorés, tentation imparable pour nos bambins. Et, je vous l'assure, il n'en faut pas beaucoup pour exacerber le désir de TOUT posséder chez des petits encore aux prises avec leur phantasme de toute-puissance infantile. Pour le parent adepte d'une certaine frugalité, le spectre du « vite consommé, vite abîmé, vite jeté » devient alors réalité. A en appréhender certaines sorties. On a beau y être préparé, l'application du « qui aime bien, frustre bien », nécessaire limite pour intégrer le principe de réalité, représente un test grandeur nature des principes professés. Alors on louvoie, on cherche des compromis: rationner les plaisirs, résister aux caprices, marchander parfois... L'important étant de trouver une voie qui ne soit pas celle qui mène du petit enfant comblé depuis l'enfance à l'adulte qui ne sait pas temporiser ses « pulsions » de consommation.

Cet été, une soixantaine d'adolescents entre 13 et 16 ans, partis en colonie à la Fouly, en Valais, ont été sensibilisés au revers de la consommation à travers des animations tirées de notre brochure *Un monde plus juste? A toi de jouer!* Plus tard dans l'année, ce sera au tour des jeunes en formation professionnelle. Une perspective réjouissante qui nous permet de couvrir tout le spectre du public cible que nous nous étions fixé. Et, au regard de mon expérience, je me dis parfois que l'on devrait

Eclairage

Revenir sans être parti

Je me suis fait gentiment remonter les bretelles suite à mon dernier billet paru dans la feuille jaune, la veille des vacances. Je donnais l'impression de déverser ma bile et son fiel sur la clientèle des tour-opérateurs. Je prônais plutôt les rencontres gratuites, interculturelles, sous quelque tropique que ce fût. Et même le plaisir de bronzer et de somnoler chez soi, au fond de son jardin. Me suis-je fait bien comprendre?

Ceci étant dit, je dois avouer que j'ai moyennement apprécié mes vacances genevoises. Elles m'imposaient d'abord de respecter la sage distance qui m'éloignait des quais, livrés cette saison aux manèges et aux artificiers. Et je me tairai là. Quant à mon rêve de développer de prétendus contacts interculturels, je dois déchanter quelque peu. Les trams étaient toujours aussi bondés et les portables encore plus envahissants. Bref, impossible de tenter la moindre conversation avec mon voisin de droite ou de gauche, quel que fût le teint de sa peau. C'eût été l'agresser. J'en vins à souhaiter que Genève pût s'offrir, même à prix d'or, les prochains Jeux Olympiques. Ne serait-ce que pour briser la glace entre les passagers de ses TPG. Ce ne fut pas le moindre des bénéfices collatéraux enregistrés par les jeux londoniens. Ce miracle-là vaut bien quelques milliards de nos francs.

Et me voilà revenu sans être parti! Prêt pour la reprise, sans n'avoir jamais été dépris. Bonjour, chers amis et amies! L'ouvrage nous attend! Autour de moi, on ne parle que de banquiers en déroute, de crise du logement, de recherche d'emploi et de bouchnages sur le pont du Mont-Blanc. Mais aussi, ci et là, de beaux élans de solidarité. Cela devrait suffire pour nous engager et permettre à la Cotmec d'exister! ●

Guy Musy

s'adresser aussi aux parents de jeunes enfants, voire à des familles, à l'instar de certaines thérapies.

Alors, cette glace, tu la veux à la fraise ou au chocolat? ●

Célébration

Journée du refus de la misère

«Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de l'homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré.» Cet appel du Père Joseph Wresinski, lancé sur l'esplanade du Trocadéro le 17 octobre 1987 devant plus de 100000 défenseurs des droits humains rassemblés pour dire leur refus de la misère, n'est pas resté lettre morte.

Depuis 25 ans, chaque 17 octobre, les plus pauvres et tous ceux qui refusent la misère et l'exclusion se réunissent partout dans le monde afin de souligner leur solidarité envers les plus démunis et leur engagement pour le respect de la dignité de chacun.

Ainsi, depuis 5 ans à Genève, un collectif d'associations et d'institutions sociales, dont la Cotmec, s'est regroupé autour d'ATD Quart Monde et organise un temps fort à l'occasion de cette journée. La thématique retenue pour cette édition souligne que la précarité est une violence. En effet, les personnes en situation précaire doivent faire face au quotidien à la violence institutionnelle et au déni de certains de leurs droits, ce qui marque leurs vies et conduit parfois à leur destruction. Cependant, cette violence est peu reconnue, banalisée et encore largement absente du débat public. Une mère militante d'ATD témoigne: « Mon enfant est placé, je n'arrive pas à le récupérer, ça fait 10 ans que cela dure, en fait, ça c'est violent. [] Avant, j'aurais dit que ce n'est pas juste, ce n'est pas normal; aujourd'hui je veux m'autoriser à dire que c'est violent, car cela me détruit et cela détruit aussi mon enfant.»

Journée de mobilisation

Le Collectif 17 octobre invite toutes les personnes qui se sentent interpellées par cette problématique à le rejoindre le 14 octobre dès 10h30 à l'Espace Solidaire des Pâquis. La matinée permettra de libérer la parole de chacun à travers des cercles de discussions. S'en suivront le partage d'un repas convivial et des ateliers d'expression créatrice pour enfants et adultes animés par les CréAteliers et les Tapori. Le 17 octobre sera l'occasion d'une prise de position à la tribune de l'ONU pour restituer les échanges du dimanche et rappeler sur la scène internationale que la précarité est violence et que des mesures doivent être prises pour remédier à ces situations créatrices de souffrance. ●

Hélène Bourban

Environnement

Nouvelles de Belo Monte

Nous avons évoqué, dans notre numéro de novembre 2011, la résistance à l'édification, en Amazonie brésilienne, du barrage de Belo Monte ou Belo Monstro, comme l'appellent ses adversaires. Nouvel épisode: le 14 août dernier, la construction de l'usine hydroélectrique était suspendue par une décision du Tribunal fédéral régional. Cela en raison de l'absence d'une consultation préalable des peuples indigènes affectés par l'ouvrage, consultation prévue par la Constitution brésilienne et la Convention 189 de l'Organisation internationale du travail. Cet arrêt n'a pas duré longtemps, puisque la Cour suprême a autorisé, le 27 août, la reprise des travaux, «pour empêcher des dommages notables et irréparables du patrimoine public, de l'administration, de l'économie et de la politique énergétique brésilienne». Quant aux «dommages irréparables» subis par l'écosystème, milieu de vie des peuples indigènes, ils ne semblent pas peser lourd... ●

Michel Bavarel

COLLECTIF OCTOBRE

Projet de connaissance

Le 14 octobre prochain représente également l'occasion de lancer un large appel à témoignage sur le thème «La précarité est une violence». Cette démarche cherche à mettre en évidence à quel point la misère est une violence insupportable à l'encontre des hommes, des femmes, des jeunes et des enfants qui la subissent. Ce projet de connaissance se fondera sur l'expertise irremplaçable de celles et ceux qui subissent la violence de la précarité. Le Collectif 17 octobre cherche ainsi à élargir le dialogue de façon à ce que cette réflexion, en cours de construction, puisse soutenir la prise de conscience et l'action de tous.

L'auto-conversion des climatosceptiques

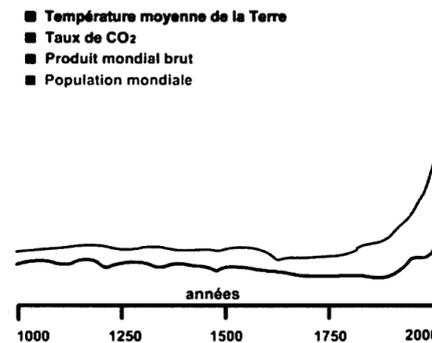
La responsabilité de l'activité humaine dans le réchauffement climatique est régulièrement mise en doute par ceux qui se reconnaissent comme climatosceptiques. Pourtant, une récente étude devrait en convaincre plus d'un à réviser leur position. Explications.

La température moyenne du globe terrestre s'est élevée de 1,4° Celsius en 250 ans, dont près d'un degré durant les cinquante dernières années. Et ce « changement climatique serait presque entièrement lié aux émissions humaines de gaz à effet de serre », concluait le professeur Muller en juillet dernier. A priori, rien de très novateur pour ceux – que l'on espère nombreux ! –, qui suivent l'actualité climatique de ces vingt (voire même trente) dernières années. Sauf si l'on regarde de plus près la source de ces propos ainsi que leur origine. Cette conclusion provient, en effet, d'un projet d'étude américain prénommé BEST – soit « meilleur » en anglais –, acronyme peu modeste d'une recherche issue du Berkeley Earth Surface Temperature. Durant près de deux ans, des chercheurs ont compilé des données relatives à la température remontant jusqu'au XVIII^e siècle, afin de vérifier les analyses précédemment publiées pour espérer les invalider. Fer de lance de l'étude, le Dr en physique Richard Muller s'est illustré pour avoir émis des doutes sur la réalité des changements climatiques. Désormais, il se présente comme un « sceptique converti » prêt à concéder à la science son « principe d'universalité reconnu par tous ».

Il faut dire que l'étude BEST a pris soin d'explorer les nombreuses hypothèses avancées par ceux qui souhaitent contrer la thèse d'une cause humaine au réchauffement climatique. Dans la ligne de mire: l'activité solaire, les éruptions volcaniques, les fiabilités des données et même l'erreur humaine dans le traitement manuel des relevés de température par les scientifiques! Rien, dans les données analysées, n'a pu attester que les cycles solaires pouvaient expliquer les variations de température des deux siècles et demi passés. Pour Muller, il n'est plus possible désormais de faire appel à l'activité de cet astre pour nous dédouaner de notre responsabilité, « la contribution du soleil étant proche de zéro » dans la hausse observée. Idem du côté de volcans, dont les éruptions n'ont causé que de minimes fluctuations de la température. Quant aux relevés chiffrés, ils ont été saisis de manière automatisée avant d'être analysés statistiquement pour minimiser ainsi le « biais humain ». De toutes les pistes explorées, c'est encore la corrélation entre l'élévation de la concentration de gaz carbonique (CO₂) dans l'atmosphère et la température qui apporte la meilleure explication au phénomène de réchauffement (voir graphique ci-contre). Ces mesures ont pu être reconstituées, ce qui n'est pas nouveau, grâce aux bulles d'air piégées

Température et CO₂: films à revoir

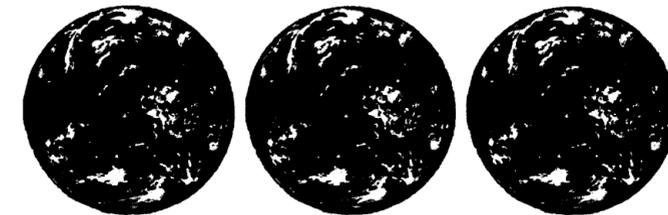
Il y a six ans déjà, l'association environnementale genevoise NOE21 réalisait un court métrage, « CO₂: demain j'arrête ». Destiné à promouvoir la réforme fiscale environnementale, ce film a eu la bonne idée de retracer, de manière illustrative, les grandes causes du réchauffement climatique ainsi que la manière de les mesurer. Deux ans plus tard, NOE21 a produit des animations intitulées « Les solutions attendent » sur les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à inverser la courbe ascendante de nos émissions de gaz à effet de serre. Toujours d'actualité, l'ensemble de ces petits films peut être visionné en ligne sur le site www.no21.org ou commandé auprès de notre secrétariat au 022 708 00 78.



dans les glaces profondes de la calotte glaciaire. Ce qui confirme totalement les conclusions du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) qui alerte l'opinion publique sur l'origine humaine du réchauffement climatique depuis les années '80. Comble de l'ironie, l'étude BEST a été en partie financée par un magnat du charbon et grand soutien des climatosceptiques: la fondation Koch.

Climatosceptiques ?

Les climatosceptiques représentent une vaste communauté que l'on ne peut décemment pas assimiler à une minorité



L'humanité vit à crédit

Depuis le 22 août dernier, nous avons atteint le « jour du dépassement global ». Depuis, l'humanité vit à crédit, selon les calculs de l'organisation non gouvernementale Global Footprint Network (GFN). La totalité des ressources naturelles produites par la terre est ainsi consommée chaque année un peu plus tôt par la population: en 2000, la limite fut atteinte en novembre, en 2005, en octobre, etc. Résultat: une seule planète ne suffit plus pour subvenir à nos besoins et absorber nos déchets, dont le recyclage est aussi compris dans la modélisation. Pour arriver à un tel résultat, le GFN a créé un indicateur qui compare la quantité de ressources disponibles et la consommation réelle de chaque pays. Cette empreinte écologique mondiale est ainsi calculée en hectares par habitant. Plus d'informations www.footprintnetwork.org

Nouveau guide pratique

« Nous, Suisses, menons grand train. Si toutes les personnes faisaient de même, il faudrait que la planète dispose d'au moins deux fois et demi de ressources en plus. Ce faisant, nous sapons un fondement de nos croyances et actions chrétiennes: la préservation de la Création. » Ce préambule donne le ton de la nouvelle brochure « Promouvoir le développement durable, pas à pas » publiée par Action de Carême, Pain pour le prochain et Oeko. Ce guide propose une série de pistes très concrètes pour accompagner les paroisses sur le chemin de l'efficacité énergétique, de la préservation de la biodiversité et des économies de papier. Fascicule disponible sur www.ppp.ch



d'illuminés rétrogrades. Et, à moins de cultiver à outrance la théorie du complot, il est difficile de prétendre que tous, chercheurs, politiciens et autres géologues sont à la solde du lobby pétrolier. La modélisation climatique souffre de la complexité des facteurs à intégrer et de la multiplicité des interactions (rétroactions positives et négatives) à prendre en compte. C'est pourquoi les scénarios avancés par le GIEC restent prudents et jouent sur la retenue. Toutefois, rapport après rapport, le lien de causalité avec l'activité humaine ne fait que se confirmer. Tout comme la nécessité de prendre des mesures pour éviter, culpabilité avérée ou non, « le scénario du pire », celui qui mettrait

en péril notre capacité à nous maintenir dans des températures compatibles avec les limites de notre biosphère. Les résultats de l'étude BEST ont d'ores et déjà semé la discorde au sein de la communauté des climatosceptiques, beaucoup de ses membres s'étant distancés des résultats annoncés. Reste à espérer que la « conversion » du Dr Muller permette de servir le difficile agenda politique, celui qui fera avancer les nations sur le chemin des engagements chiffrés et contraignants pour diminuer nos émissions de gaz à effet de serre à un niveau compatible avec un réchauffement « durable ». ●

Martyna Olivet



Luttes au Nord comme au Sud

Aux quatre coins du monde, des femmes –parfois des ménagères ordinaires bien éloignées du féminisme– s’engagent pour préserver leur environnement et celui de leurs enfants. Des mobilisations contre l’armement nucléaire aux combats contre la pollution alimentaire, en passant par des oppositions aux grands barrages hydroélectriques, elles dessinent peu à peu, dans la conjonction entre l’écologie et le féminisme, une voie vers la soutenabilité dans l’égalité.

Mobilisation de Love Canal

Durant plusieurs décennies, la Hooker Chemical Company enfouit ses déchets chimiques sur le site de Love Canal, aux USA. Par la suite, on y construit des logements. Les habitants de ce quartier résidentiel ignorent vivre sur une ancienne décharge chimique et s’étonnent de l’apparition de symptômes étranges: maux de tête, vertiges, nausées, épilepsie, étrangement des reins... Les

enfants, en particulier, présentent un taux bien plus élevé que la moyenne d’anomalies congénitales, de leucémies et autres cancers. Les mères de ces enfants mortellement malades sont les premières à se mobiliser. Dès les années 1970, elles alertent les médias et les responsables politiques, afin que cette catastrophe écologique soit reconnue et qu’un procès soit intenté contre l’entreprise chimique qui doit alors assumer l’intégralité des opérations de dépollution.

Les femmes Chipko

Le mouvement Chipko, formé par un groupement de villageois-es de la province d’Uttaranchal au nord de l’Inde, lutte dès 1973 dans la non-violence contre l’exploitation commerciale de ses forêts. Célèbres pour leur manière d’enlacer les arbres afin d’empêcher qu’on ne les scie, les Chipko s’opposent aussi à l’exploitation de carrières. Ils obtiennent dans les années ‘80 un moratoire de 15 ans sur l’abattage des arbres de leur province.

Les femmes prennent massivement part à ces mobilisations, souvent avec leurs enfants, parfois de manière héroïque, opposant leur seule détermination à des convois de camions et à des hommes armés. L’une d’entre elle, Chamundeyi, explique: «L’extraction minière tue nos forêts et nos cours d’eau, notre source de vie. C’est pourquoi nous sommes prêts à donner nos vies pour sauver nos forêts et nos rivières. [...] Nous mangeons les produits de nos propres champs. Tout cela ne nous donne pas seulement de la nourriture pour le corps, mais aussi de la force morale, car nous sommes nos propres maîtres, nous produisons et contrôlons notre propre richesse. C’est la raison pour laquelle ce sont des femmes « primitives », « arriérées », qui n’achètent pas ce dont elles ont besoin sur le marché mais le produisent elles-mêmes, qui dirigent le Chipko.»¹

HB

¹ Ecoféminisme, pp.274 et 277

Publication

Gros plan sur l'écoféminisme

Ce livre, l’un des rares ouvrages sur l’écoféminisme disponible en français, présente les regards croisés de deux femmes, l’une physicienne et philosophe du Sud, l’autre sociologue du Nord. Leur thèse principale est énoncée dès les premières lignes: le système actuel «s’est construit et se maintient par la colonisation des femmes, des peuples étrangers et de leurs terres, et de la nature qu’il détruit graduellement.»

Dans une approche holistique combinant des perspectives anthropologiques, écologiques, économiques et sociologiques, Maria Mies et Vandana Shiva abordent la thématique de l’écoféminisme au sens large, traitant d’une variété de sujets à travers un florilège d’exemples. Ainsi, elles emmènent le lecteur découvrir l’impact des politiques d’ajustements structurels imposées aux pays du Sud et la désacralisation de la nature. Puis elles analysent le mythe du développement par rattrapage et la domination du corps féminin. Elles parviennent à mettre en lumière les interrelations entre ces différentes manifestations de domination et à montrer qu’elles participent d’une même idéologie. Fait remarquable: les auteures parviennent à ne pas tomber dans les travers de l’extrémisme, qu’il soit féministe ou écologiste.

Bien que rédigé il y a bientôt 15 ans, cet ouvrage demeure (désespérément!) d’actualité. Au-delà de l’analyse d’une situation peu reluisante, Mies et Shiva proposent l’ébauche d’une vision nouvelle ainsi que des pistes de changement et mettent en lumière des initiatives porteuses d’espoir mises en œuvre aux quatre coins du monde.

Ecoféminisme, Maria Mies et Vandana Shiva, L’Harmattan, 1998, 363 p.



De la domination à la réciprocité

Pour marquer la journée de la femme indigène, célébrée le 5 septembre dernier, nous vous offrons un supplément consacré aux relations entre les femmes et la nature, et plus particulièrement à l’un des mouvements dans lequel elles peuvent s’inscrire: l’écoféminisme. Ce néologisme désigne un concept qui établit le lien entre la domination de la nature par l’humain et la domination de la femme par l’homme. Deux attitudes qui participent d’une même logique et doivent être revisitées conjointement.

Le parallèle entre la sauvegarde de la création et les relations hommes-femmes a vu le jour en 1983, lors du Forum œcuménique des femmes chrétiennes d’Europe. Il n’a rien perdu de son actualité. Aujourd’hui encore, des recherches sur le sujet sont publiées tant dans le monde académique que chrétien¹. Des luttes écoféministes fleurissent, à l’instar de celle des femmes Mazahuas au Mexique qui, bédées dans le dos et parées de leurs magnifiques costumes ont enchaîné marches, manifestations et grèves de la faim pour faire reconnaître et rétablir le droit à l’eau de leurs communautés. Comme elles, des millions de femmes pauvres défendent leur environnement, car leur vie en dépend directement. Les femmes du Nord ne sont pas en reste dans les mobilisations écoféministes: poussées par l’impératif de maintenir un cadre de vie sain pour les générations futures, elles militent aussi pour une meilleure reconnaissance du statut de la femme.

Le présent dossier a été rédigé par une plume masculine et une autre féminine, car l’écoféminisme n’est pas qu’une affaire de «bonnes-femmes». Le changement ne pourra s’opérer que si tous les acteurs et actrices concerné-e-s s’unissent pour imaginer et mettre en œuvre des alternatives à ces relations de domination. La recherche d’une attitude de non-domination n’est pas une faiblesse, mais le signe d’une force extraordinaire. C’est une quête difficile qui suppose de travailler sur toutes les relations que l’on entretient pour y traquer les dissymétries et les rapports de forces inégaux. Ceci afin de passer d’un modèle de soumission à une réciprocité véritable.

Hélène Bourban et Juan Tortosa

Eclairage

La Bible, les femmes et la nature



D’aucuns pensent que la subordination de la femme et de la nature à l’homme sont inscrites dès les origines. Ils se réfèrent d’ailleurs aux passages bibliques « Emplissez la terre et soumettez-la » (Gen 1-28) ou encore « Et lui [ton homme] dominera sur toi » (Gen 3-16). Cependant, toujours plus de théologien-s émettent l’hypothèse qu’une exégèse dominée par le masculin a conduit à une perversion du sens de certains textes bibliques.

Ainsi, le récit de la création, loin de légitimer la supériorité de l’homme, parle d’emblée d’égalité entre hommes et femmes, et de la domination de la nature dans un sens de gestion responsable. Cela s’exprime dans le premier chapitre de la Genèse « Elohim créa l’humain en son image, en l’image d’Elohim il le créa, masculin et féminin il les créa. » (Gen 5-27). Cette vision est renouvelée en Galates « Il n’y a plus l’homme et la femme, car tous, vous n’êtes qu’un en Jésus Christ » (Galates 3-28). Ainsi, femmes et hommes sont créés à l’image de Dieu. Cette égalité de création permet à tous les êtres humains d’être responsables, au même niveau, de la sauvegarde de la création.

Toutefois, certaines idées persistent: la subordination prétendument « naturelle » de la femme et de la nature, légitimée par une certaine lecture de la Bible, a mené à une situation qui devient insoutenable. Les écosystèmes ne parviennent plus à recycler les déchets et à supporter les prélèvements que les sociétés humaines leur imposent depuis la révolution industrielle. Les femmes n’acceptent plus la domination masculine et acquièrent des outils d’émancipation dans quasi toutes les sociétés. Ainsi, l’écoféminisme prône le remplacement de la domination par la réciprocité dans nos relations: entre humains, et avec la nature. Cette attitude permettrait de sauvegarder notre planète et d’introduire l’égalité.

HB

¹ Voir le hors-série n°24 de Parvis, la revue du réseau des Chrétiens en liberté pour d’autres visages de l’Eglise, 2010.



Alicia Puleo García est doctresse en philosophie à l'Université Complutense de Madrid, professeure de l'Université de philosophie morale et membre du Conseil de la Chaire d'études de genre de l'Université de Valladolid. Elle a publié récemment, « Ecoféminisme pour un autre monde possible¹ ». Interview exclusive.

Entretien avec Alicia Puleo

Ecoféminisme pour un autre monde possible

En quoi consiste l'écoféminisme?

Je le comprends comme la rencontre entre la conscience féministe, écologiste, pacifiste et animaliste dans un XXI^e siècle où il devient indispensable de revoir notre compréhension de la place de l'humanité sur notre terre. L'écoféminisme n'est pas seulement la conservation des espèces en voie de disparition: il lie la préoccupation pour la justice envers les humains à l'écologie sociale. [...] Ce que partagent tous les écoféministes, c'est la préoccupation pour les sujets écologiques qui concernent surtout les femmes. Nous, les femmes, sommes vulnérables biologiquement et physiologiquement aux produits toxiques utilisés actuellement, et nous sommes concernées autant comme consommatrices que productrices.

Prenons l'exemple des paysannes et des femmes qui vivent dans des zones proches de cultures. Elles sont très exposées aux herbicides et aux pesticides dans ces régions. Les produits toxiques utilisés dans l'agriculture sont des perturbateurs endocriniens, des substances chimiques similaires aux œstrogènes, capables de produire des pathologies féminines spécifiques. Evidemment, ceci ne signifie pas que les hommes soient insensibles aux agressions chimiques. Mais le syndrome d'hypersensibilité chimique multiple affecte spécialement les femmes et de nombreuses études confirment que l'augmentation du cancer du sein durant les dernières décennies est due à l'exposition aux toxiques agricoles, aux dioxines libérées dans l'environnement par les

fours d'incinération, aux résines synthétiques des peintures, etc.

D'un autre côté, comme l'a déjà souligné Vandana Shiva, la situation des femmes rurales et pauvres du « tiers-monde » a empiré avec le « mal-développement ». La Révolution verte (pas « verte » au sens écologique, car ce nom a été donné pour parler de l'intensification de la production industrielle des monocultures) a détruit la production familiale paysanne. Avec la globalisation du capitalisme, on a reconverti de grandes surfaces sauvages. Une des raisons de la naissance de l'écoféminisme dans le Sud est justement la grande baisse de la qualité de vie de millions de femmes qui doivent maintenant marcher de nombreux kilomètres pour trouver de l'eau, ou du bois pour leur foyer, car leur terres sont vouées au marché mondial. La méga-exploitation minière ou la destruction des terrains par le soja transgénique obligent les humains à partir et anéantissent les « non-humains ». L'empoisonnement de l'eau, de la terre et de l'air est la nouvelle, et la dernière forme, de colonisation. La plus monstrueuse et la plus totale qu'on ait jamais vue. L'écoféminisme est une forme de résistance contre la domination et la convoitise sans limite. Il résiste aussi au rêve d'omnipotence qui veut faire croire que l'humain est un être à part, détaché de la nature.

Quels sont les apports de l'écoféminisme au féminisme et à l'écologie ?

Le féminisme s'est enrichi par la sensibilité environnementale et la compréhension de la grave crise éco-

logique que nous sommes en train de vivre. [...] Il aide à voir qu'il existe une dimension écologique dans certains problèmes dont souffre le collectif féminin, comme dans les solutions. Le féminisme a toujours été ouvert aux nouvelles théories et thématiques. Ce n'est pas surprenant qu'il s'ouvre maintenant à l'écologie.

L'écologie gagne à la fois parce que les clés analytiques du féminisme lui sont utiles et les revendications d'égalité la rendent plus attractive pour les femmes. Une des peurs que suscitent les discours écologiques chez les femmes est de voir leurs mauvaises conditions de vie encore péjorées. L'écologie doit être claire, tenir compte des droits des femmes et doit être prête à travailler contre le sexisme et l'androcentrisme.

Finalement, j'aimerais signaler qu'il existe des points communs entre ce qui a été appelé « citoyenneté écologique » comme forme souhaitable d'habiter le monde et l'« éthique du soin » étudiée par la théorie féministe des dernières années. Les deux sont des modèles de coopération, de responsabilité et les deux proposent l'abandon de la tyrannie de la logique égoïste et marchande. [...]

L'écoféminisme que tu défends et celui que défendent les femmes du Sud ont-ils des points communs?

Bien sûr que l'écoféminisme critique que je soutiens a des points communs avec l'écoféminisme du Sud. En effet, le Manifeste des Femmes pour la Souveraineté Alimentaire (Nyéléni, Mali, 2007) me semble un

texte complètement en accord avec nos idées. Par exemple: « Inscrivant notre lutte dans celle pour l'égalité entre les sexes, nous ne voulons plus subir ni l'oppression des sociétés traditionnelles, ni celles des sociétés modernes, ni celles du marché. Nous voulons saisir cette opportunité de laisser derrière nous tous les préjugés sexistes et de développer une nouvelle vision du monde bâtie sur les principes de respect, d'égalité, de justice, de solidarité, de paix et de liberté. » Elles reconnaissent deux types d'oppression sur les femmes et expriment le besoin de lutter contre les deux. Il n'y a ni mythification du passé, ni vision non-critique du « développement » destructeur. Les écoféministes du Nord et du Sud doivent être unies dans la solidarité internationale pour bâtir le projet commun d'un autre monde possible.

Pourquoi y a-t-il autant de résistances dans les secteurs féministes et dans les mouvements sociaux pour s'approprier ce sujet ?

Je crois que, pour la majorité, il y a une méconnaissance des courants constructivistes plus récents. On identifie l'écoféminisme à un esprit bi-polarisateur des sexes sans informer qu'il y a d'autres options. Beaucoup de féministes pensent que l'écoféminisme est synonyme d'identification de la femme à la nature et à la maternité. Depuis longtemps, je me bats pour démontrer que ce n'est pas vrai. Il existe aussi la peur de la sacralisation de la vie présente, ceci pourrait mettre en danger les droits sexuels et reproductifs, particulièrement dans l'interruption volontaire de grossesse. Un des axes de l'écoféminisme critique que je propose est la reconnaissance de ces droits conquis avec tant d'efforts par des générations de femmes qui ont lutté pour cela. Je ne suis pas la seule écoféministe qui présente ceci. Les écoféministes spiritualistes latino-américaines du réseau Con-Spirando font partie de « Catholiques pour le droit à décider ».

Est-ce possible pour un homme de défendre l'écoféminisme ?

Bien sûr que oui! [...] Nous, hommes et femmes, sommes des individus avec des identités sociales qui changent avec le temps et qui s'améliorent. Un point essentiel est la revalorisation des attitudes et des pratiques du soin, généralisées dans le monde non humain, et son universalité. Hommes et femmes, nous sommes capables de les développer. C'est pour cela que l'éducation à l'écologique est nécessaire, surtout pour lutter contre les stéréotypes virils déconnectés des sentiments comme l'empathie et la compassion, stéréotypes destructeurs hégémoniques dans l'histoire de la domination. Aujourd'hui il y a beaucoup d'hommes qui sont critiques envers ces modèles et qui veulent les changer. L'écoféminisme peut être leur choix!

Propos recueillis par Juan TORTOSA, Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde (CADTM), traduction Inès Calstas

¹ Ecoféminisme pour un autre monde possible, éditions Cátedra, Madrid 2011

PORTRAIT

Laurien Ntezimana: premier théologien laïc du Rwanda

Laurien Ntezimana est une figure familière des membres de la COTMEC. Engagé au sein de l'Initiative de Genève pour la paix dans la région des Grands Lacs, avant de fonder, en 2000, l'Association Modeste et Innocent, il a travaillé au Service d'animation théologique de Butare (Rwanda). C'est avant tout son rôle d'éveilleur des consciences et de bâtisseur infatigable de la promotion de la paix qui en fait un homme remarquable. Portrait.

Dès le début, les enseignants du Grand séminaire percevaient chez Laurien toutes les qualités nécessaires à la prêtrise: la sagesse, la science et la sainteté! Ce dernier, pourtant, refusa d'adopter la soutane mais continua ses études pour devenir le premier théologien laïc du Rwanda. Pour Laurien, la théologie n'a de sens que si elle s'incarne dans la vie des gens. « La théologie comme je l'aime est en prise avec l'histoire. On appelle cela la théologie contextuelle. » Dans une métaphore qui lui est chère, il voit la théologie comme la courroie de transmission entre l'Évangile, moteur, appelé à mettre en branle « la carrosserie », soit la culture et la société.

L'assurance vraie

En Belgique, où Laurien poursuit ses études doctorales, il découvre les écrits de Maurice Bellet, prêtre, philosophe et psychanalyste français. Un auteur dont la pensée foisonnante ne cessera de l'inspirer. Il lui emprunte l'expression de « bonne puissance » dont il fera une véritable philosophie de vie basée sur la « paix profonde, l'assurance. ». En marge de ses lectures éclectiques, le jeune théologien trouve des ressources pour consolider son équilibre intérieur dans la pratique régulière d'exercices d'énergie chinoise.

De retour au Rwanda, Laurien est engagé par le Service d'animation théologique de Butare (SAT). Là, il se met à l'œuvre pour contribuer à bâtir un monde « à l'endroit », où hommes et femmes soient tournés vers la source, le Dieu de la

création, ainsi que les uns vers les autres. Car « l'homme qui perd la conscience du divin en toute chose vit dans la séparation, et cette illusion de séparation le sépare non seulement de Dieu, mais également de son prochain. Dieu devient alors un juge, et son frère un rival ». Il travaille en réseau avec une vingtaine de paroisses pour former des animateurs qui doivent s'entourer de « noyaux générateurs de paix amenés à rayonner à leur tour dans les collines. » Las, ce fragile rempart n'aura pas raison du déchaînement orchestré de violence du printemps 1994.

La grande force du théologien, c'est avant tout d'avoir su bâtir une « assurance vraie »: celle qui ne repose pas sur les certitudes ordinaires, comme les avoirs matériels, le prestige ou le statut. Celle qui résiste au vent violent de l'Histoire qui n'a pas manqué d'éprouver Laurien tout au long de sa vie. Celle surtout qui ne le détourne jamais de sa quête inlassable de construction de la paix. « Même au plus fort de la crise, j'ai toujours su que mon existence était assurée, confie-t-il, ainsi je n'ai pas eu à me battre pour la mienne, mais j'ai pu lutter pour celle des autres. » Ce qu'il fera en cachant des persécutés, en évacuant des enfants, en nourrissant des rescapés, souvent au péril de sa vie, sans tomber dans la haine ni dans la peur.

Homme engagé, homme exposé

Sa vie durant, Laurien n'a eu de cesse de dénoncer les tueries: celles qui précéderent le génocide de 1994 au Rwanda, comme celles qui ont perduré au-delà. Son franc-parler et son activisme lui attirent les foudres du régime actuel et l'irritation d'une partie de l'Église. Tour à tour accusé d'opposition politique, de convoiter la position de l'évêque et, plus grave, d'avoir été impliqué dans le génocide, il se voit contraint de laisser partir sa famille sur les chemins de l'exil en 1997. Il sera même emprisonné pour être libéré faute de tout dossier à charge. De cette expérience, que d'aucuns auraient pu vivre comme un traumatisme, Laurien en profite pour mettre à l'épreuve sa philosophie de vie. Il en ressort avec la confirmation

qu'effectivement, « on peut mettre la vie partout, que le malheur ne m'atteint plus, ce qui constitue le fondement de la joie d'être, une joie qui est hors du jugement, une assurance bâtie sur du roc. »

L'association



Sa démarche, son cheminement n'est hélas pas bien reçu par l'Église rwandaise. Des tensions grandissantes amènent Laurien à démissionner du SAT à la fin des années nonante pour créer une structure indépendante. L'Association Modeste et Innocent (AMI) voit le jour début 2000. Laurien considère l'AMI comme « l'héritière non-confessionnelle du service d'animation théologique. » Continuant inlassablement son travail de promotion de la paix, Laurien est intimement convaincu que « l'humanité, au Rwanda, finira par s'éveiller à son essence. » Au jour d'aujourd'hui, au-delà de son implication au sein de l'Initiative de Genève pour la paix dans la région des Grands Lacs, et de son travail de promotion de *Dépasser la haine, construire la paix*, des liens continuent à se tisser entre son action et des partenaires en Suisse. Des volontaires envoyés par Eirene Suisse sont affectés en ce moment même au sein de l'AMI, nous y reviendrons dans un prochain numéro.

Martyna Olivet

Plus d'information sur l'envoi de volontaires: www.eirenesuisse.ch

LU POUR VOUS

La bourse ou la vie!

C'est l'injonction que l'on prête aux bandits de grands chemins prêts à détrousser le piéton. C'est, en l'occurrence, le sous-titre du dernier pavé (600 pages) d'Eric Toussaint, pavé qu'il lance dans la sombre marre de la finance.

Altermondialiste de la première heure, et fer de lance du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-monde, l'auteur nous propose, en une vingtaine de chapitres très documentés, tout ce qu'il faut savoir sur la mondialisation, l'offensive néolibérale, la crise systémique qui nous gangrène et étrangle les pays du Sud.

Négation de la dignité humaine

Dès les premières lignes, le politologue brosse le tableau: un nombre croissant

d'êtres humains peuvent, dans leur existence, se voir refuser le minimum vital. C'est tout simplement la négation de leur dignité. Et de faire le constat de la marginalisation dramatique du Tiers-monde et de l'ex-bloc de l'Est, la globalisation entraînant à la fois une ouverture des frontières aux mouvements de capitaux et une fermeture entre pays industrialisés et populations du Sud. Ces peuples de la Périphérie ont remboursé huit fois ce qu'ils devaient en 1980 et sont cependant quatre fois plus endettés qu'alors. Les plans d'ajustement structurel fonctionnent comme des armes de domination et de désintégration.

Itinéraire mondial

Le livre aborde de façon exhaustive les mécanismes globalisants et les cas locaux qui en découlent. Au fil des chapitres, nous comprendrons l'impact de la Banque mondiale, du FMI et des programmes d'ajustement structurel sur des pays tels que le Brésil, l'Argentine, l'Irak ou le Rwanda. Beaucoup d'ouvrages sont parus qui s'arrêtent à la dénonciation. La force incontestable de celui-ci est de donner des pistes alternatives et des moyens d'action.

Un autre monde est possible

L'auteur esquisse une stratégie opposant à la mondialisation capitaliste une globalisation des ripostes. Il en appelle à une entrée en action d'un puissant mouvement social et citoyen à travers la convergence de mouvements sociaux de nature différente (Via Campesina, Attac, Marche mondiale des femmes,...). Et bien sûr, le combattant demande que les sommes destinées jusque là au paiement de la dette soient utilisées en faveur de la satisfaction des droits fondamentaux.

Une subversion formidablement humaine peut se constituer. Construisons-la!

Roland Pasquier

La finance contre les peuples, La bourse ou la vie, Eric Toussaint CETIM / CADTM / Syllepse, 2011.

15 DÉCEMBRE

Cercle de silence

Avec ou sans papiers, l'étranger est une personne dont la dignité ne se discute pas mais se respecte. Dans un environnement d'agitation et de bruit, le Cercle de silence envoie un message humain et invite à la réflexion. Rejoignez-nous pour former un cercle sur la Place du cirque de 12h à 13h.



COTMEC-INFO

Renouvellement de l'abonnement

Merci à vous, chères lectrices et chers lecteurs, de nous suivre mois après mois. Votre fidélité est un encouragement pour poursuivre notre mandat que rappelait Mgr Amédée Grab lors de la remise du Prix du Courrier des Droits de l'Homme il y a juste 10 ans:

« Nous estimons importante dans notre Église la fonction d'une Commission qui réactualise avec compétence la tâche de nous sensibiliser aux enjeux d'une solidarité dépassant les frontières de Genève, de la Suisse. (...) La tâche de la COTMEC n'est pas d'accomplir à notre place ou même en notre nom un effort d'information et de jugement dont nous serions dispensés. (...) L'activité de la COTMEC n'est satisfaisante que si elle nous met tous et toutes en route. »

Mandat qui a été reconfirmé par notre évêque Pierre Farine cet automne. De notre modeste mensuel informatif, qui tente, mois après mois, de nous remettre en route ou nous tenir éveillés, nous tenons à garder l'abonnement au prix de 30 francs malgré l'augmentation drastique des frais postaux! La perte annuelle se monte en effet à plus de 3000 francs. Or, jusqu'à ce jour le financement du journal était entièrement couvert par les abonnements, malgré l'envoi gracieux à plus d'une centaine de lecteurs et lectrices d'outre-mer et en plus faible mesure d'Europe.

C'est dire que votre contribution active reste très nécessaire. Aussi nous comptons sur votre soutien pour l'année à venir.

PS: tout abonnement majoré ou tout don sera le bienvenu!

L'équipe de la COTMEC

Cotmec info

Commission Tiers Monde de l'Église Catholique

n° 341 | Novembre/Décembre 2012 | Genève

EDITO

Un référendum pour résister

Le référendum contre les « modifications urgentes de la loi sur l'asile » est lancé. À quoi bon lutter quand on sait qu'au final on perdra? Que ces « modifications » seront ainsi entérinées par le sceau du peuple souverain. Et qu'on fournit à l'UDC une nouvelle occasion de marteler sa propagande.

Le risque est réel. Cependant n'est-il pas juste, honnête, de donner aux citoyens la chance de prendre conscience des conséquences d'une décision? C'est l'objectif de l'Observatoire romand du droit d'asile et des étrangers, créé au soir d'une précédente défaite, celle du 24 septembre 2006. Un observatoire qui montre, par près de deux cents cas répertoriés, à quelles aberrations et à quelles souffrances aboutissent les dispositions votées. Quant à l'UDC, elle avait d'ores et déjà annoncé, avant le référendum, le lancement ce printemps d'une nouvelle initiative sur l'asile...

Il n'en reste pas moins vrai qu'une campagne référendaire implique un gros effort. Qui devra se répéter puisque d'autres paquets de lois néfastes se profilent. Le jeu en vaut-il la chandelle?

Oui. D'abord, parce que « qui ne dit mot consent ». Ensuite, parce que si aucune résistance ne se manifestait, la situation empirerait sans doute encore plus rapidement. Enfin, parce qu'il importe de jeter un grain de sable (et si possible une poignée) dans la machine à exclure, à rejeter. Afin de susciter un doute, d'introduire une fêlure dans cette unanimité qu'exige le bon fonctionnement du système du bouc émissaire.

On aurait pu être tenté de laisser passer le premier paquet sur lequel porte le référendum. Ce n'est pas si grave... Voire. On ne s'arrêtera ici que sur l'une des dispositions qui viennent d'entrer d'urgence en application: la suppression de la désertion comme motif d'asile. L'objectif n'est pas là de lutter contre des « abus », mais de détourner de la Suisse quelques-uns des Erythréens qui fuient une implacable dictature. Et cela en n'accordant qu'une admission provisoire au lieu d'un statut facilitant une intégration. Donc de dissuader de « vrais » réfugiés, simplement parce qu'on les juge trop nombreux. Au moment où le Liban, la Jordanie, la Turquie ou l'Irak accueillent sur leur sol trois ou quatre cent mille Syriens...

Dans leur appel du 12 juin dernier, les Églises de Genève demandaient à nos autorités « de résister à la tentation de solutions injustes et inhumaines ». Le référendum transmet aux citoyens le flambeau de la résistance.

Michel Bavarel



ECLAIRAGE

Lela

Elle s'appelait Lela. Elle avait mission de nous guider dans sa Géorgie natale. Et de nous la faire aimer. Je m'étonnais de son français, un tantinet trainard, qui rappelait le parler de chez moi. Elle finit par m'avouer qu'elle avait passé des vacances dans les environs de Payerne. A Franex, précisément. Il faut être né dans ces parages pour identifier ce hameau de trois ou quatre fermes, blotties autour d'une chapelle. Plus caché, tu meurs! Et Lela, la caucasienne, de me faire revivre tout un pan de ma lointaine enfance. J'avais franchi des milliers de kilomètres à la recherche d'horizons nouveaux. Elle me ramenait au mien.

Trois jours plus tôt, au passage d'un col arménien, deux cyclistes détendaient leurs muscles à l'ombre d'un genêt. L'accent de mon terroir me fit sursauter. Un des sportifs était natif d'Auboranges. Auboranges, vous connaissez? Sans doute, pas mieux que Franex. Ce Fribourgeois rejoignait son copain vététiste qui revenait du Kamchatka. Oui, j'ai bien dit Kamchatka, dans l'extrême Sibérie. Le gars avait dans sa besace une bouteille de fée verte – bien de chez nous – qu'il se promettait de déguster avec son ami à leur arrivée en Erevan.

Dieu, que le monde est petit et la terre familière! Un vrai village! L'humain est partout chez lui, quel que soit son costume culturel, religieux, politique, génétique ou national. Revient sur mes lèvres une chanson de Léo Ferré. Il est question d'un exilé arménien promis au poteau d'exécution pour avoir pris en France le parti des résistants. Ce combattant disait vouloir mourir sans haine pour le peuple allemand. Mais il encourageait sa compagne de « demeurer dans la beauté des choses, quand tout sera fini, plus tard, en Erevan ». L'amour d'une patrie va de pair avec la défense des valeurs universelles et des universels sentiments.

Guy Musy

JAB

1200 Genève 2

Cotmec – Commission Tiers Monde de l'Église Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tél. 022 708 00 78
info@cotmec.ch, www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1
Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Genève
Maquette: Pascale Castella
Mise en page: Simone Kaspar de Pont



CAMPAGNE

« Droit sans frontières » en marche

En mai dernier, nous dédions un supplément du Cotmec-info à la campagne Droit sans frontières. Au cœur de ses revendications figure l'obtention d'un amendement de la législation helvétique, afin que les entreprises transnationales qui ont leur siège en Suisse respectent, partout dans le monde, les droits humains et les standards environnementaux et que les victimes puissent exiger réparation dans notre pays. Peut-être avez-vous alors signé la pétition qui fut remise au Conseil fédéral et au Parlement le 13 juin dernier, munie de 135285 paraphes. La suite vous concerne.

La campagne entre dans une seconde phase qui, tout en perpétuant son information à la société civile, se centre sur un travail de sensibilisation des parlementaires fédéraux. Ainsi, lors de la session d'été du Parlement, cinq interpellations et un postulat concernant la problématique « entreprises et droits humains » ont été déposés. Ils abordent notamment les questions du risque de réputation pour la Suisse, des limites des normes volontaires, de la responsabilité des maisons mères ou encore de l'accès à la justice pour les victimes.

Des réponses prudentes

Les réponses du Conseil fédéral à ces interventions restent prudentes et ambivalentes. D'une part, celui-ci accorde une « grande importance » aux Principes directeurs de John Ruggie sur les entreprises et droits humains, adoptés en 2011

à l'unanimité par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Il propose d'accepter le postulat von Graffenried, qui exige une stratégie pour la mise en œuvre de ces principes en Suisse. Il estime également que les entreprises devraient assumer un devoir de diligence pour leurs filiales. Il reconnaît enfin que les activités des sociétés du secteur des matières premières – en particulier dans les zones de conflit – représentent un risque de réputation pour la Suisse. D'autre part, le Conseil fédéral reste attaché aux mesures purement volontaires de responsabilité sociale et environnementale des entreprises. Il ne prend pas position sur le besoin ou non de règles contraignantes.

Le poids des paraphes

Forté d'un nombre remarquable de signatures, la pétition « Droit sans frontières » a été traitée en octobre déjà par les commissions de politique extérieure (CPE) des deux Chambres. La CPE du Conseil des Etats a, après une discussion approfondie, décidé de reporter sa décision à janvier 2013. Etant donné le « poids » de la pétition et la « complexité du sujet », elle entend procéder au préalable à des auditions.



RASSEMBLEMENT

Notre silence crie!

Pour célébrer les 5 ans des Cercles de Silence initiés par Frère Richard, des délégations représentant des Cercles de Belgique, de France, d'Espagne et de Suisse se sont rencontrées à Toulouse le 20 octobre dernier. Plus de 300 personnes ont formé un Cercle sur la place du Capitole et ont lancé un appel commun.

Sous forme interrogative, cet appel interpelle les consciences des citoyens et des représentants politiques. Il met en lumière les contradictions qui président

La CPE du Conseil national a décidé, par 13 voix contre 8 et 2 abstentions, de ne pas donner suite à cette pétition. Il est réjouissant en revanche qu'elle ait adopté un postulat qui charge le Conseil fédéral de réaliser une étude sur la manière dont le devoir de diligence des conseils d'administration en matière de droits humains et d'environnement est réglé dans d'autres pays. Le postulat demande également que le gouvernement élabore des propositions sur les mesures contraignantes que les entreprises suisses devraient prendre pour veiller au respect des droits humains et de l'environnement dans toutes leurs activités à l'étranger. Aujourd'hui, leur devoir de diligence se limite à la sauvegarde des intérêts de l'entreprise et des actionnaires (voir art. 717 CO).

Les décisions des commissions parlementaires montrent que le chemin vers des règles contraignantes sera long et sinueux. Elles indiquent cependant aussi que le monde politique commence à reconnaître l'importance du thème économie et droits humains/protection de l'environnement.

Hélène Bourban

LUTTES SOCIALES ESPAGNOLES

L'Europe au poing levé

Le vent de l'austérité souffle dans les pays européens. Après la Grèce, l'Espagne semble la plus durement touchée par les mesures d'austérités édictées par son nouveau gouvernement. Au cœur de la cible se trouve tout le socle d'un welfare state construit durant des décennies. Le 14 novembre passé, la première grève générale simultanée d'Europe y a été massivement suivie. Reportage.

Malaga, octobre 2012. La saison touristique touche à sa fin et la ville affiche de nombreuses devantures de restaurants et de magasins fermées. Ces fermetures n'ont rien de saisonnier, elles sont souvent définitives et font suite à des faillites ou à l'incapacité de s'acquitter du loyer. La multiplication des écriteaux « A vendre » ou « A louer » sur les devantures de vitrines est le premier signe tangible de la crise de la dette « publique » dans laquelle s'enfoncent les pays.

Dans la péninsule ibérique, la crise prend une tournure particulièrement dramatique. Elle se superpose à l'éclatement de la bulle immobilière qui entraîne ses habitants dans une crise hypothécaire sans précédent. Si le droit à se loger représente le droit constitutionnel le plus fragilisé en Espagne, c'est l'ensemble des domaines de la vie des citoyens qui est durement touché par les mesures d'austérité promulguées, semaine après semaine, par le gouvernement de droite nouvellement élu.

Les effets secondaires de la crise financière de 2008 n'en finissent pas de secouer l'Europe et démantèlent sur leur passage le socle de droits socio-économiques acquis de haute lutte au cours du siècle passé : droit à la santé, droit à l'éducation, droit à la justice, protection du travail, etc. A l'heure actuelle, en Espagne, aucun secteur n'est épargné par les coupes, les réformes, les hausses de tarifs ou les baisses de prestations.

Mesures d'austérité hebdomadaires

« Chaque vendredi, le conseil des ministres se réunit et dicte des mesures adoucies hors de tout programme électoral, me confie une jeune avocate de Grenade. Ces mesures prennent la forme de décrets promulgués de manière unilatérale en raison de la situation urgente, sans que ni le peuple, ni même parfois le parlement ou le sénat ne soient consultés. » La mise en œuvre de ces décrets est autant de coups de canif à l'Etat social : annulation de la couverture maladie pour toute personne en situation irrégulière, hausse de la TVA (5% en deux ans), hausse de l'impôt à la source (7%), augmentation des effectifs dans les classes, coupes dans les salaires des fonctionnaires, suppressions de plans sociaux en cas de licenciement, médicaments non remboursés, etc. La plupart de ces décrets sont applicables – et appliqués ! – dans les jours qui suivent leur publication à travers le Bulletin officiel (le BOE). « Franchement, on ne sait pas jusqu'où ils sont capables d'aller. C'est terriblement douloureux de voir son pays reculer sur le plan social de trente ans en quelques mois ! », s'indigne Julia, médecin urgentiste à Séville.

Dernier projet en cours de gestation : passer une loi pour taxer toute instruction en justice, tout recours, toute contestation. « Avec cette nouvelle loi, en plus des frais d'avocat, un divorce pourrait par exemple coûter près de 1200 euros à une personne », fulmine Irma, une avocate civile. « C'est la fin de l'accès à la justice pour les pauvres comme pour la classe moyenne. C'est tout simplement inadmissible : on aura une justice de classe réservée à une élite. » La colère de la jeune femme est partagée par nombre de professionnels, juges et avocats, qui tentent de se mobiliser contre la future loi avalisée pour l'instant par le parlement.

La résistance s'organise

Le seul aspect positif de ces mesures gouvernementales, c'est de voir se dessiner, petit à petit, une mobilisation dans tous les corps professionnels. « Même des gens qui ont voté à droite, qui sont de droite, trouvent que la situation devient dangereuse, elle représente une véritable atteinte à la citoyenneté », souligne la jeune médecin. Elle nous relate des cas de désobéissance civile de médecins qui refusent de facturer des soins. Ailleurs, des avocats mettent à disposition gratuitement des lettres-typées de recours et il ne se passe pas une semaine sans que s'organisent des manifestations pacifiques. « A côté de cette résistance émergente, on assiste aussi à des comportements moins réjouissants, remarque l'avocate. Avec si peu d'argent à disposition et une telle multiplication des taxes, les indépendants déclarent le moins de gains possibles, et je crains que l'économie informelle fleurisse à nouveau comme au temps de Franco... » En dépit de la contestation croissante, des grèves et des manifestations de plus en plus suivies, les dommages sont déjà considérables. Les petites et moyennes entreprises trinquent et licencient à tour de bras. « Six millions de personnes au chômage, c'est indécent. Il y a du travail en Espagne, c'est juste que les employeurs n'arrivent plus à suivre avec les charges ! », s'exclame Lena, architecte qui vient de se séparer de son assistante.

Se loger n'est plus un droit

La crise des hypothèques a déjà jeté hors de leurs logements près de 350 000 personnes ces quatre dernières années. « Heureusement que la cellule familiale fait encore office de rempart dans ce pays, sinon, je pense qu'on aurait des hordes dans les rues », remarque la jeune architecte. Une situation aigüe dont l'aspect de drame humain a été amplement médiatisé par deux suicides de dénonciation successifs en moins de deux semaines, et un troisième ce 15 novembre à Malagà. A l'heure où nous bouclons ce numéro, nous ne savons pas encore si le Parti populaire va décréter un moratoire sur les saisies de biens immobiliers qui menacent encore près de 200 000 Espagnols. « Alors que le FMI, l'OCDE et l'UE applaudissent les réformes menées en Espagne, nos citoyens voient leurs droits civiques s'amenuiser au jour le jour. Je n'aurais jamais pensé que l'on en arriverait là en si peu de temps », constate désabusée la jeune avocate, avant de reprendre, « nous ne laisserons pas ce pays prendre le même chemin que l'Argentine, la brèche sociale ne nous engloutira pas. »

Propos recueillis par Martyna Olivet

LUTTES SOCIALES ESPAGNOLES

Luttes syndicales

La Maison des Association de Genève aura vécu un moment fort le 10 octobre dernier. Une soirée de solidarité avec les luttes sociales espagnoles, organisée par un collectif d'associations, a vibré au son des revendications syndicales, sociales et simplement humaines des acteurs invités. L'occasion de retracer des années de résistance dont l'intensité n'a fait que s'amplifier jusqu'au 25 septembre dernier, lorsqu'un rassemblement de plus de 100 000 personnes défilait dans les rues de la capitale madrilène, précédant un vent de colère qui n'est pas près de retomber. Témoignage.

Segundo Menendez Collar est fier d'être mineur. Fier et solidaire : avant toute chose, il nous invite à nous lever pour observer une minute de silence pour « les mineurs sud-africains qui ont payé de leur vie leur combat ». Le sang a coulé en Afrique du Sud en septembre dernier, comme il coule en Espagne depuis les 170 jours de conflit qui oppose les ouvriers des mines de charbon de la province de Léon au gouvernement. A la différence près que, dans un pays à plus forte tradition démocratique, on ne tire plus à balles réelles sur les manifestants. Porte-parole de son syndicat, Segundo a le verbe vif lorsqu'il dénonce sans détour « ce gouvernement qui se pense démocratique alors qu'il vole, trompe et corrompt le peuple avec la complicité de la classe politique ». Face à cette situation, les citoyens n'ont d'autre alternative que de descendre dans la rue pour réclamer leurs droits.

A l'origine de cette crise se trouve le « plan charbon de 2006 », qui, doublé de la forte baisse de production du secteur minier, condamne la fermeture de tout le secteur signifiant « la ruine et la marginalisation de la population ». Une situation insoutenable, surtout au regard des sommes considérables avancées par le gouvernement central pour le sauvetage des banques : à titre de comparaison, 0,02 % du montant suffiraient à maintenir l'activité minière à flot.

A sa suite, Diego Canamero, président du syndicat des travailleurs andalous et conseiller municipal prend la parole. Il se décrit comme étant « à la tête d'une chair de betterave et de coton », lui, fils d'un travailleur agricole journalier qui n'a jamais été à l'école. Il nous dresse le portrait de ce vaste coin de terre, plus peuplé que la Suisse, dont la région est marquée par une histoire de luttes et de migrations. Une région marquée par le chômage aussi, puisque sur les 8,5 millions d'habitants, 1,4 millions souffrent du chômage.

Le mouvement syndical subit une répression constante : des amendes, des jugements, des détentions. En ce moment, près de 550 de ses membres sont en attente de jugement, la totalité des amendes se montent à 400 000 euros et 70 ans de détention. Diego se décrit comme « un insoumis judiciaire ». « J'ai été plus de 40 fois en prison, mais je ne le considère pas comme une honte. C'est le prix à payer pour combattre un système, c'est une fierté pour nous. Nous tenons une ligne politique et syndicale inébranlable. La dignité humaine n'a pas de prix. »

La terre andalouse est une des plus fertiles d'Europe et une des plus mal réparties aussi. Une minorité de la population,



Manifestation lors de la grève générale du 14 novembre 2012

un petit 2%, en possède la moitié. En 1976, le Syndica del Campo, SOC voit le jour. Son objectif reste le même, hier comme aujourd'hui : lutter pour la terre et la réforme agraire.

Un même désir de prendre le dessus sur l'humiliation en occupant des terres, des banques, des supermarchés afin de « signaler les responsables de la crise et du sous-développement de l'Andalousie et d'encourager la mobilisation sociale. »

Une lutte dont la légitimité populaire augmente et qui gagne de l'adhésion sur le terrain. « Tout le monde peut s'identifier à nous quand nous dénonçons le coût du gaz, de la facture d'électricité ou de l'hypothèque. Les gens se montrent capables de se révolter et de frapper un système qui est un cadavre », dénonce Diego. En Andalousie aussi, la lutte a pris un caractère plus radical depuis le 7 août passé, avec des occupations de supermarchés où se sont déroulées des scènes « d'expropriation symbolique de caddies », dont le contenu a été distribué à des ONG. Une action plus que symbolique, qui s'apparente certes à un délit, mais qui souhaitait signaler la faim qui touche désormais les Espagnols, marquer les esprits et surtout casser le déni médiatique dont on faisait preuve à leur égard. « Nous avons été tournés en ridicule, traités de criminels, d'extrémistes de gauche. Nous rétorquons que nous ne sommes pas d'extrême gauche, mais que nous sommes dans l'extrême nécessité », s'exclame le syndicaliste.

En Espagne, le 10 octobre passé, pour la première fois de son histoire, la Croix rouge espagnole décernait la recette de sa collecte nationale à ses propres habitants.

Martyna Olivet